

# L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2833 | 66<sup>e</sup> année | Du 2 au 15 février 2012 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | [www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)



## Ils se moquent des Français

ANTOINETTE, la petite sœur du prince Gaston de France, est née à Vienne (Autriche) ce samedi 28 janvier au matin. Elle est le deuxième enfant du prince Jean, duc de Vendôme, et de la princesse Philomena.

Nous nous associons pleinement à la joie de Madame la duchesse de Vendôme, de M<sup>gr</sup> le duc de Vendôme, du jeune prince Gaston et des grands-parents, M<sup>gr</sup> le comte de Paris et Madame la duchesse de Montpensier. Nous leur présentons nos très vives félicitations, et nous formons des vœux pour que Dieu donne à la petite princesse Antoinette une heureuse et longue vie. □

### L'ESSENTIEL

#### ✓ ÉCONOMIE

Forum de Davos :  
dissonances capitalistes ..... p. 2

Investissements du Qatar :  
la France est-elle à vendre ? ... p. 2

#### ✓ SOCIÉTÉ

Flux culturels et subversion  
sur Internet ..... p. 5

#### ✓ NOS DIX AXES

Famille et cohésion sociale .... p. 5

#### ✓ MONDE

La Libye, de la dictature  
à l'anarchie ..... p. 9

La diplomatie française  
en péril ? ..... p. 9

#### ✓ ARTS & LETTRES

La France d'A. Boudard ..... p. 10

BD : art ou propagande ? ..... p. 11

#### ✓ HISTOIRE

Passions irlandaises ..... p. 12

#### ✓ IDÉES

À qui appartient Jeanne ? .... p. 13



Pages 3 & 4

### Picon-bière et cybercafé

POMPIDOU. 1962. Voyage électoral dans le Cantal. Vous connaissez tous cette photographie du futur président de la République, coude sur la nappe cirée, clope au bec, le regard madré du paysan propriétaire. Il y a toujours une façon d'être chez soi. C'était la manière de Pompidou. Une bonhomie qui n'était pas vraiment feinte, une complicité toujours retrouvée, naturelle et immédiate avec des indigènes endimanchés devant le picon-bière d'après-messe. Et la conversation allait bon train. C'était le temps où la politique se faisait au café, où

l'échange viril d'idées participait d'une France encore rurale. Et la ville, pour une fois au diapason avec la campagne, accompagnait cet élan. Zinc, bistrot, estaminet, qu'importait le nom !

La France de 1914 comptait un débit de boisson pour moins de quarante habitants. A Paris, l'Action française elle-même était sortie du café de Flore. Un maire prudent, un conseiller général conséquent, un député averti étaient astreints aux visites régulières. C'était le poumon de la vie municipale. Et il n'était pas bien grave que les femmes en soient absentes. Faudra-t-il vous rappeler qu'elles ne votèrent chez nous qu'à partir de 1945 ? Ci-gît le monde des cafetiers. Monde englouti. Fin des terroirs et de la politique au comptoir. Plus

de tabacs enfumés, atmosphère contagieuse des films de Claude Sautet et où Mitterrand et Chirac maintenaient leurs visites par goût plus encore que par calcul. Au lieu et en place de quoi a surgi un monde de l'écran dans nos intérieurs boisés, aseptisés et virtuels. L'ère Obama, l'ère Sarkozy, c'est d'abord Internet ! On y vibre seul, en pantoufles, sur des sites formatés. Finis les empoignades saignantes, les débats un peu vifs, les franches engueulades. Place aux concepteurs de notre enfermement et de notre solitude. La politique elle-même, cadre par excellence de l'échange et de la sociabilité, entame son processus de déshumanisation. □

Marc Savina

M 01093 - 2833 - F: 4,00 €



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

□ FORUM DE DAVOS

# Dissonances capitalistes

Quelque 2 600 personnalités de la finance et de la politique se sont réunies en Suisse la semaine dernière. Sans Nicolas Sarkozy, mais avec, comme invité vedette, Angela Merkel, infatigable avocat de la rigueur germanique.

En prologue au Conseil européen de ce début de semaine s'est tenu, durant cinq jours à Davos, le 42<sup>e</sup> Forum économique mondial, le WEF selon son sigle anglais. Simple coïncidence, mais qui pourrait donner à penser que les oracles du "grand capital" déterminent les orientations de l'Europe communautaire. Alors que, si l'on en croit les "décideurs" eux-mêmes, le capitalisme est en crise.

## Des igloos dressés à proximité

Mais on ne se défait pas aisément des clichés. Ainsi, nonobstant les efforts du président et fondateur du WEF, Klaus Schwab, pour s'adapter à l'air du temps, la réunion annuelle de Davos demeure, avec ses quelque 2 600 personnalités de la finance et de la politique, un événement fortement connoté. En témoigne l'activisme non seulement des classiques altermondialistes mais désormais des Indignés qui, sous le vocable d'"Occupy WEF", emprunté aux contestataires new-yorkais, ont dressé des igloos à proximité du site davosien. C'est sans doute pourquoi, à moins de trois mois de l'élection présidentielle, le pouvoir sarkozien a jugé préférable de ne pas trop s'afficher aux côtés des "riches". Alors qu'en janvier 2011, Nicolas Sarkozy avait assuré le spectacle, cette année, c'est le ministre de l'Économie, François Baroin, qui



Angela Merkel accueillie par Klaus Schwab à l'ouverture du forum

s'est dévoué - en restant dans l'ombre de son homologue allemand, Wolfgang Schäuble.

## Arrogance allemande

Signe du changement qui s'est opéré depuis un an, l'invité vedette de ce 42<sup>e</sup> Forum n'était autre qu'Angela Merkel, qui a prononcé le discours inaugural. Délaissant les spéculations concernant le projet de taxe sur les transactions financières, « au sein de la seule zone euro s'il le faut » (« une folie », selon le Premier

ministre britannique David Cameron), le chef du gouvernement allemand n'a pas dévié de sa ligne. Préconisant pour l'UE une discipline budgétaire contrôlée par la Commission de Bruxelles et la Cour de justice européenne, M<sup>me</sup> Merkel a refusé que la Banque centrale européenne puisse intervenir massivement en faveur des États aujourd'hui en difficulté. C'est marche ou crève. Cette arrogante rigueur a interloqué une partie de l'assistance, qui méditait encore les propos "réformistes" de Klaus Schwab :

« le capitalisme, sous sa forme actuelle, n'a plus sa place dans le monde qui nous entoure », avait déclaré, en préambule, le "gourou" du WEF, avant de reconnaître que « nous avons échoué à retenir les leçons de la crise financière de 2009. Une transformation mondiale doit avoir lieu d'urgence et cela doit commencer en rétablissant une forme de responsabilité sociale. » Les observateurs bienveillants ont pu discerner là-dedans une allusion à la doctrine sociale de l'Église. À moins qu'il ne faille voir dans cet aveu comme une resucée du cynisme libéral prêté à Tancredi dans *Le Guépard* : « Si nous voulons que tout continue, il faut d'abord que tout change. »

## Cybercriminalité

Quoi qu'il en soit, en pointant les failles de l'économie de marché, le président du WEF s'est fait l'écho de préoccupations largement partagées en Europe. À noter que, contrairement à l'an dernier, les Asiatiques étaient faiblement représentés, comme s'ils ne s'estimaient pas vraiment concernés par une crise qui, jusqu'à présent, a peu modifié leurs objectifs de croissance ; mais le vent pourrait tourner. Dans le climat de pessimisme qui a dominé ce 42<sup>e</sup> WEF, un document a retenu l'attention de nombreux participants, politiques ou hommes d'affaires, c'est le rapport soulignant les risques liés au cyberactivisme, un phénomène qui pourrait mettre à mal des gouvernements comme des grandes entreprises. À l'exemple des opérations menées par le collectif de pirates Anonymous. Face sombre du Net ou expression d'une légitime désobéissance civile ? Le capitalisme, réformé ou non, s'est trouvé un nouvel ennemi. ■

Guy C. Menuisier

## AF 2000

### À mes amis

ARRIVÉ au soir de ma vie, il est raisonnable pour moi de renoncer à certaines fonctions que j'occupe encore en titre sans avoir, avec ma santé déclinante, la puissance de travail d'antan. C'est pourquoi j'ai le regret de démissionner de mon poste de rédacteur en chef de *L'Action Française 2000*, poste que j'ai occupé dare-dare pendant deux années après avoir assuré pendant trente-huit ans, aux côtés de Pierre Pujo, le secrétaire de rédaction. Cela ne signifie évidemment pas que je quitte l'AF ; je continuerai de traiter dans ces colonnes qui me sont chères de sujets historiques et de divers faits de société. De ma place désormais modeste, je servirai pour le mieux *L'Action française* de toujours, et je forme des vœux bien sincères et bien amicaux à Marielle Pujo, directrice, à François Marcilhac, directeur éditorial, et à Grégoire Dubost, secrétaire de rédaction, ainsi qu'à toutes les autres bonnes plumes du journal, qui ont à mener la tâche aussi exaltante que redoutable de conduire la barque d'un royalisme français vigoureux et se préparant à la victoire. Que Dieu réchauffe leur âme en cette année Jeanne d'Arc ! Vive le roi ! □

Michel Fromentoux

## QATAR

### La France est-elle à vendre ?

Les investissements du Qatar suscitent des inquiétudes quant à leurs conséquences politiques.

LA FRANCE EST-ELLE À VENDRE ? On peut se poser la question, étant donné les milliards alignés par l'émirat du Qatar en France : rachat du Paris-Saint-Germain et de palaces parisiens, prise de participation dans Veolia et Vinci, acquisition des droits TV pour la Ligue des champions de football...

Cette presque, à peine plus grande que la Corse, dispose du revenu par tête le plus élevé de la planète. Sa richesse tient à ses ressources en pétrole et surtout en gaz, qui lui permettent de disposer du plus gros fonds souverain du monde. Menant une politique internationale active, le Qatar cherche sans cesse des alliés et une reconnaissance sur la scène diplomatique. D'où sa présence aux côtés de l'OTAN dans la "croisade" contre Kadhafi, mais aussi la co-organisation de la visite triomphale du président iranien au Liban en 2010.

En dépit de cette opulence (ou à cause d'elle), la peur de manquer est permanente. D'où les investissements tous azimuts, où la France

occupe une place de choix. Comme le rappelait l'un de nos confrères, le Qatar aime tellement la France qu'il a décidé de se la payer ! Plus de deux milliards d'euros ont été investis dans le domaine industriel, mais aussi dans les casinos, la télévision et le sport. Témoins de cette démesure, la volonté des Qataris de délocaliser chez eux le Tour de France 2016. L'immobilier constitue un autre secteur privilégié. Déjà propriétaires du Majestic et du Royal Monceau, les Qataris avaient fait parler d'eux à l'occasion de la restauration, en grande partie illégale, de l'hôtel Lambert sur l'île Saint-Louis à Paris.

## Au secours des banlieues...

Si l'on a beaucoup parlé, le mois dernier, de l'arrivée de l'entraîneur italien Carlo Ancelotti au PSG, propriété de Qatar Sports Investments, il a moins été question de l'annonce par le Qatar de la création d'un fonds d'investissement de 50 millions d'euros destiné à financer des projets économiques dans les banlieues françaises. Certes, l'État français, impécunieux, ne crache pas sur cet apport d'argent frais, mais, par là-même, ne laisse-t-il pas un pays étranger choisir ses investissements en fonction de la religion de telle ou telle partie de la population ? Seule la rentabilité est censée importer aux yeux des Qataris. Pour ce qui est du rachat du PSG en juin 2011, à l'évidence, le Qatar avait à cœur

de se faire un nom dans l'univers du football, dans la perspective de la Coupe du monde qu'il organisera en 2022. En ce qui concerne les motivations de ses investissements en banlieue, la question est plus ouverte...

Le double jeu du petit émirat, à la fois interlocuteur modéré dans les conflits arabes et soutien des intégristes musulmans quand il finance les investissements sur le Vieux-Continent, ne surprend pas la classe politique française, mais personne n'ose dénoncer sa mainmise sur les banlieues, qui pourtant peut rapidement dégénérer en une opération de déstabilisation. Cela est d'autant plus inquiétant que des appels d'Al-Qaïda sont lancés en direction des musulmans habitant dans les banlieues françaises. Avec le relais efficace de la chaîne d'information continue la plus influente du monde musulman, *Al Jazeera*, propriété du Qatar, qui couvre le monde entier... sauf le Qatar !

Peu fréquentable, le Qatar est néanmoins très couru par la classe politique française qui dégouline pourtant de "démocratie" à chaque allocution. D'ailleurs, la sœur de Rachida Dati travaille pour le procureur général du Qatar. Comme le rappelait fort à propos le député Lagarde, président du groupe d'amitié France-Qatar, « la France aurait tort de ne pas nouer des relations commerciales avec ce pays ». Pour quelles contreparties ? ■

Philippe Lornel

## L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)  
Directeur de la publication : M.G. Pujo  
Directeur éditorial : François Marcilhac  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

**Politique** : Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, Marc Savina

**Société** : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,

**Économie & Social** : Philippe Lornel, Guy C. Menuisier

**Europe** : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

**Monde** : Philippe Maine, Pascal Nari

**Arts & Lettres** : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal

**Histoire** : Michel Fromentoux, Yves Lenormand

**Idées** : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac, abbé Guillaume de Tanoüarn

**Abonnements, publicité, promotion** : Monique Lainé

# Ils se moquent des Français

Malheureusement, il est parfois des faits divers qui en disent plus long sur une politique que toutes les prestations dans les *media* ! Au moment où Sarkozy entamait, dimanche soir, un énième *show* télévisé, interrogé par quelques journalistes complaisants, ces chiens de garde du pouvoir financier et politique qu'un récent film - d'excellente qualité en dépit de quelques travers gauchistes - dénonce de manière désopilante, on apprenait grâce à *France Soir* qu'un trafiquant de drogue à peine âgé de trente ans venait d'être arrêté dans le 9-3 pour la...cinquantième fois ! Vous avez bien lu ! Et on vient après cela exiger, comme Maurice Szafran dans *Marianne* du 28 janvier, que Claude Guéant « ne se déshonore plus dans le cryptolepénisme », lequel n'aurait d'autre effet que de conforter Marine Le Pen dans le choix des Français, comme si, précisément, ce n'était pas l'absence de mesures réelles contre l'insécurité et l'immigration galopantes et non une prétendue "libération de la parole", alors même que les Français n'ont jamais été autant bâillonnés qu'aujourd'hui par tout un arsenal législatif répressif, qui conduisait nos compatriotes à se détourner d'un système qui, jusque-là, tout en gouvernant mal, se défendait bien... Mais pour combien de temps encore ?

Car *Marianne*, comme le reste des *media* soumis à l'oligarchie, commence à prendre peur : Marine Le Pen, dans des sondages tenus secrets, serait désormais au coude à coude avec Sarkozy dont l'élimination au second tour de la présidentielle, déjà évoquée au lendemain des cantonales, en 2011, deviendrait une hypothèse de plus en plus crédible. Or ce « cataclysme démocratique » (dixit toujours Szafran) serait le signe d' « une France défigurée, régressive, même si François Hollande ou un autre » - "tout" plutôt que la candidate nationale - « accède à l'Élysée après être passé par un face-à-face avec Marine Le Pen ».

Car pour nos faux rebelles, qui vivent dans le ghetto doré du club Le Siècle ou qui en reçoivent les miettes, ce qui défigure la France, ce ne sont pas l'insécurité, l'injustice, voire la misère elle-même, qu'ils réduisent à de simples "sentiments" d'un pays réel qu'ils visent à remplacer, parce que trop réel, justement, encore trop enraciné. Or c'est ce que souhaitent Terra Nova ou l'Institut Montaigne, tous *think tanks* immigrationnistes, de "gauche" ou de "droite", qu'importe ?, qui inspirent notre élite politique. Non, leur autisme est tel qu'à leurs yeux, c'est le fait de dénoncer les maux qui en aggrave la portée, comme s'il suffisait de les taire pour les rendre supportables - il est vrai qu'ils s'en protègent. Ils méprisent à ce point les Fran-

çais, surtout les plus modestes d'entre eux, qu'ils ne perçoivent plus que ce qui défigure le pays, c'est, par exemple, qu'une telle "chance-pour-la-France" puisse être arrêtée cinquante fois pour trafic de drogue sans avoir été, dès la première, exclue définitivement du territoire national après avoir purgé sa peine s'il est immigré, dénaturalisé s'il est un Français récent ou interdit d'accession à la nationalité française s'il est né en France de parents étrangers - car personne ne nous fera croire qu'il n'a pas commencé très jeune un tel palmarès... Ne parlons pas de laxisme judiciaire : même laxistes - et ils le sont, trop souvent -, les juges ne font qu'appliquer les lois. C'est donc le législateur qui autorise, à la racine, un tel laxisme... Mais, il est vrai, le législateur est-il encore français ? n'est-il pas devenu européen ?

Cette politique de la cinquantième chance, conduite par Sarko-Guéant en accord avec la gauche hollandaise ou écologique, ne vise-t-elle pas surtout à acheter la paix des "quartiers" ? C'est d'autant plus vrai qu'au fond, l'oligarchie, qui n'est ni de droite ni de gauche, mais de la finance, ne connaît que l'économie parallèle... Car ce que l'économie de la drogue est aux "quartiers", le mondialisme financier l'est sur le plan macroéconomique : une même loi de fer qui met en coupe réglée "cités" comme États, un même cosmopolitisme dissolvant des solidarités nationales, un même argent déconnecté de l'économie réelle.

La boucle est bouclée : car c'est la politique de la cinquantième chance également que nos "décideurs" s'accordent, réforme après réforme, sommet européen après sommet européen, et s'il est vrai que notre Kim Jong-un national - il n'avait réquisitionné pas moins de neuf chaînes de radio-télévision ! - a paru si fatigué, l'autre dimanche soir, qu'il ne semblait même plus convaincu par les derniers mauvais coups qu'il avait décidé de porter aux Français avant la présidentielle, il demeure fidèle à lui-même : après le tropisme américain et la soumission à Obama, le tropisme allemand et la soumission à Merkel - qui s'invitera pour le soutenir dans la campagne électorale ; après le bouclier fiscal pour quelques-uns, l'augmentation de la TVA pour tous (mais après les élections...) ; après le refus de démanteler les calamiteux 35 heures en début de mandat, profiter de ce même démantèlement pour mettre fin à la hiérarchie des normes (il n'a pas évoqué pour rien la figure de Margaret Thatcher) et procéder à une dérégulation généralisée de la législation sociale, avec, à la clé, pour les salariés, la célèbre liberté de mourir de faim - le texte de Maurras *Libéralisme et Libertés*, dé-



nonçant le caractère prédateur d'un certain capitalisme redevenant d'une actualité brûlante - ; enfin, après une évocation attristée de notre désindustrialisation, une opposition artificielle entre le "produire français" et le "consommer français", qui justifie la soumission de nos emplois, en France, aux caprices de la finance internationale. Le tout sur fond de confiance mensongère en l'Europe pour nous sortir d'une crise qui commencerait à s'apaiser alors même que la situation grecque évoque de plus en plus celle d'un peuple au bord du gouffre, de la famine et de la guerre civile. Toutefois le sommet européen du lundi 30 janvier a vu l'Allemagne reculer : Merkel n'imposera pas de *Gauleiter* européen au peuple grec, car ce ne serait « pas raisonnable, pas démocratique, pas efficace », comme a commenté Sarkozy dans son français inimitable. Quant à la Tchéquie, elle renonce pour raisons "constitutionnelles" à adhérer au pacte budgétaire... Heureux peuple où le mot constitution a encore un sens : tel n'est plus le cas depuis bien longtemps de la France.

Le lendemain de la prestation de Sarkozy, Baroin, le ministre des Finances, annonçait la baisse de nos prévisions de croissance pour 2012, qui passent de 1 % à 0,5 % : le président n'en avait pas pipé mot, cela aurait assombri son optimisme de façade. Toutefois, Hollande ne ferait pas mieux, qui refuse, lui aussi, de s'attaquer à l'origine de la majeure partie de nos maux : l'"Europe" et l'euro. Par leurs mensonges, l'un et l'autre montrent leur mépris des Français. À eux de le leur rendre ! □

François Marcilhac

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

### Priorité au journal

AVEC CE NUMÉRO se termine la liste de souscriptions que nous lançons chaque année pour le journal de l'Action française. Merci à tous ceux qui nous ont apporté leur aide en 2011 malgré des temps difficiles. En 2012, pour la période électorale qui s'annonce, nous aurons besoin de votre aide pour permettre à *L'Action Française 2000* de participer au

combat politique sans soucis financiers. *L'Action Française 2000* est le fer de lance de notre mouvement. Réservez-lui vous dons en priorité (1). À côté de la souscription, voici ce que vous pouvez faire pour nous aider :

- faire lire le journal autour de vous,
- nous donner les noms de personnes susceptibles d'être inté-

ressées par nos idées ; nous leur ferons un abonnement d'essai de quatre numéros, - si vous ne souhaitez pas vous abonner, nous indiquer les noms et adresses des points de vente où vous souhaitez trouver *L'AF 2000*.

Merci d'avance.

Marielle Pujo



1 - Les versements pour le journal sont à effectuer par chèque à l'ordre de M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio, à *L'Action Française 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

### Liste n° 23

Virements réguliers : François Favre (6 mois), 120 ; M<sup>lle</sup> Annie Paul, 15,24.

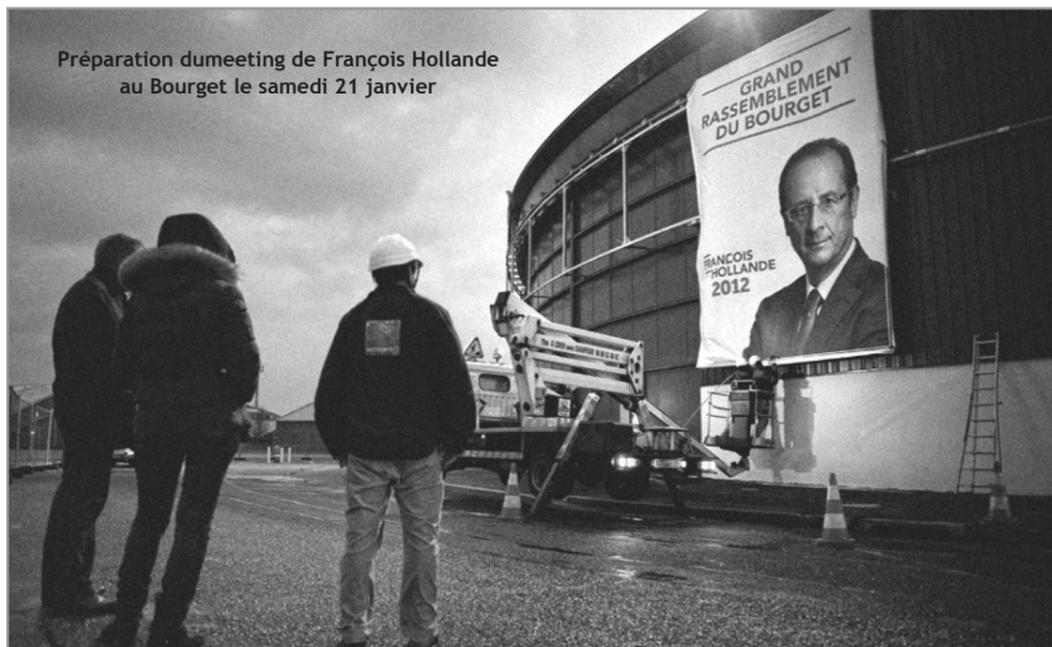
Jean-Pierre Lopez, 5 ; M<sup>lle</sup> Bernadette Villanueva, 5 ; A.M. 400.

Total de cette liste	575,24 €
Listes précédentes	12 018,84 €
<b>Total</b>	<b>12 594,08 €</b>

□ FRANÇOIS HOLLANDE

# Je suis (pas) timide mais je me soigne

Après avoir lancé des attaques hésitantes contre le quotient familial, François Hollande a pris pour cible la finance sans nom ni visage. Ce faisant, bien qu'il se se drape dans ses habits socialistes, le candidat ne verse pas vraiment dans l'originalité.



Contrairement à ce que son statut de favori pouvait laisser supposer et à ce que les *media* nous ont rabâché, François Hollande est entré bien maladroitement dans sa campagne, en tout cas en ce qui concerne la question économique et sociale. Et même s'il a mieux réussi l'exercice du *meeting* de lancement de campagne - il faut dire qu'entre Jospin et Royal, le PS nous a habitués à tellement pire qu'on a bien pu s'étonner un instant de la performance du Bourget -, le candidat socialiste a encore fait preuve d'une nonchalance politique digne de ses prédécesseurs à la course présidentielle.

## Redistribution

Nous ne reviendrons brièvement que sur deux propositions symboliques du candidat en matière économique. La première s'est voulue audacieuse et ultra-sociale : début janvier, après plusieurs imprécisions et revirements partiels, il annonçait vouloir moduler le quotient familial en ins-

taurant un mécanisme de redistribution interne en faveur des familles les moins aisées.

## Classe moyenne

En plus de nier le principe même de l'avantage fiscal consenti aux familles, élément d'une politique nataliste, cette mesure ne ferait qu'accentuer la pression sur la classe moyenne, peu dangereuse politiquement, mais éternelle vache à lait des gouvernants soucieux de satisfaire les bruyants "prolétaires", ou de ne pas brusquer les indispensables mécènes. Selon les calculs du Trésor, le seuil pénalisant s'établirait en effet à environ trois Smic (à peine plus de 3 000 euros nets mensuels par foyer), ce qui contribuerait à éroder un peu plus la frontière déjà mince entre les classes moyennes inférieures et les ménages dits assistés.

De cette proposition, pas un mot en revanche dans le discours du Bourget. Et pour cause : entendue dans plusieurs versions et même contredite par le porte-pa-

role de François Hollande lui-même, elle n'a suscité que peu d'enthousiasme et pas mal d'inquiétudes. L'enthousiasme, ce fut pour dénoncer l'adversaire « sans nom » et « sans visage » de François Hollande : la finance. Comme quoi, de Robin des Bois à Don Quichotte, il n'y a qu'un pas. Ce fut le point d'orgue de ce discours fleuve, qui nous apparaît aussi irréaliste que surréaliste.

## Modèles bancaires

Irréaliste car, sans parler de l'interdiction des produits toxiques (il fallait y penser !), la principale mesure avancée concerne la séparation de la banque de détail et de la banque d'investissement. Amusant, quand on sait que c'est précisément le modèle de banque anglo-saxon, alors que le modèle français de banque universelle, quoi qu'on en dise, a plutôt tenu bon... à une exception notable : Natixis, qui se trouve être le seul exemple français de banque d'investissement non appuyée sur un réseau bancaire classique.

Surréaliste, car la charge est osée venant d'un socialiste ayant voté l'ensemble des traités européens et sans doute la plupart des dispositions présentées au Parlement de Strasbourg. Ce pilier de la campagne socialiste se révèle donc bien fragile et l'attaque très comode. Le clivage droite-gauche va-t-il se cristalliser autour d'une opposition virtuelle entre défenseurs et promoteurs de l'ultralibéralisme financier ? Trop facile : à part quelques marginaux de luxe, une immense majorité de Français s'accorde sur la critique du système financier, y compris la nébuleuse sarkozyste.

## Feu sur l'Europe

Pourtant, l'un comme l'autre des candidats n'y pourront pas grand-chose : le préalable au retour du politique face aux puissances de l'argent - qui, en tout état de cause, financeront la campagne de Hollande comme celle de Sarkozy -, c'est de rompre radicalement avec la politique européenne et l'euro. Car l'UE n'est pas du genre à laisser ses principaux disciples s'opposer à ses principes fondamentaux (libre circulation des biens, des capitaux et des personnes).

Mais le surréaliste le dispute au ridicule lorsque François Hollande se prend à rêver : « *Le rêve, c'est la confiance dans l'avenir, la démocratie qui sera plus forte que les marchés, que l'argent, que les croyances, que les religions.* » Et c'est finalement bien du rêve que François Hollande nous a vendu. Dans son discours, il aura prononcé plus de vingt fois « *je veux* », le tout sans avancer la moindre remise en cause de la construction européenne et de la monnaie unique. Portées par une telle vacuité, les injonctions du candidat Hollande sont bel et bien condamnées à rester des "je veux" pieux. ■

Pierre Marchand

## PRÉSIDENTIELLE Création du... SIEL

SOUVERAINETÉ, Indépendance et Libertés, libertés au pluriel, comme pour rappeler que les libertés concrètes, les seules qui importent, exigent la souveraineté de l'État national et l'indépendance de la patrie : tel est le nom, au fond assez maurassien, du nouveau mouvement politique fondé par les souverainistes Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh, en vue de fédérer tous ceux qui soutiennent la dynamique lancée par Marine Le Pen sans souhaiter pour autant adhérer au Front national.

Comme l'annonce son manifeste, diffusé le 25 janvier auprès de la presse dans un grand hôtel parisien, le SIEL « *entend réunir les patriotes, républicains trahis, gaullistes orphelins, souverainistes dispersés qui sou-*

*tiennent la candidature de Marine Le Pen et sont prêts à conclure avec le Front national, comme avec les autres forces nationales qui voudront s'y joindre, un pacte de gouvernement de salut public* ».

## Là où Chevènement avait échoué

Favorables à la fois à la libre entreprise et à l'État stratège, Paul-Marie Coûteaux, porte-parole de Marine Le Pen, et Karim Ouchikh, conseiller de la candidate à la liberté d'expression - il a fort à faire avec l'accumulation des lois liberticides - observent, non sans raison, que « *les causes de la décadence des nations européennes sont d'abord culturelles, c'est-à-dire intellectuelles, morales et spirituelles : c'est pourquoi nous insistons sur la transmission des héritages, la restauration de l'École, des enseignements classiques, des codes, des traditions, du patrimoine, en un*

*mot d'une civilisation française qui se propose au monde comme une voie différente au milieu de l'uniformisation générale* ».

C'est pourquoi le SIEL « *se veut la matrice d'un mouvement patriotique à vocation majoritaire, nécessairement divers, dégagé des exclusives et des logiques partisans que notre peuple réclame* ». La balle est désormais dans le camp du Front national : à lui de montrer qu'il a définitivement rompu avec la logique protestataire et de prouver sa maturité en sachant, sans arrière-pensée, passer des alliances dans l'intérêt de la France, de la France seule. Et de réussir là où le Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement avait échoué. L'Action française, tout en étant naturellement prévenue contre les vices inhérents au régime républicain, ne peut que regarder avec sympathie la constitution d'un tel rassemblement national. □

François Marcilhac

## OPINION

### Sondages et démocratie

EN CETTE PÉRIODE de campagnes électorales, il n'est pas inintéressant d'examiner les moyens sur lesquels se fonde la démocratie pour asseoir le pouvoir politique. Ce dernier est tributaire, dans ce système, de l'opinion publique, qui est subjective, aléatoire et versatile. Le choix des gouvernants s'opère-t-il réellement par le peuple ? N'est-il pas dangereux de sacrifier l'intérêt national au profit des calculs électoraux ? Pour atteindre les électeurs, un jeu de séduction fondé sur les croyances, les jugements éphémères et les préjugés s'opère par l'intermédiaire des médias qui exercent une véritable emprise sur la liberté de pensée et de choix des individus. C'est ainsi que se forge l'opinion publique, ce qui explique sa versatilité dans une société submergée par les moyens de communication, avec un déclin des idéologies politiques. Le terrain devient propice au développement de la mercatique politique qui profite de la faiblesse de l'opinion, dont les convictions se forment et se déforment en permanence, en fonction des messages qu'elle perçoit.

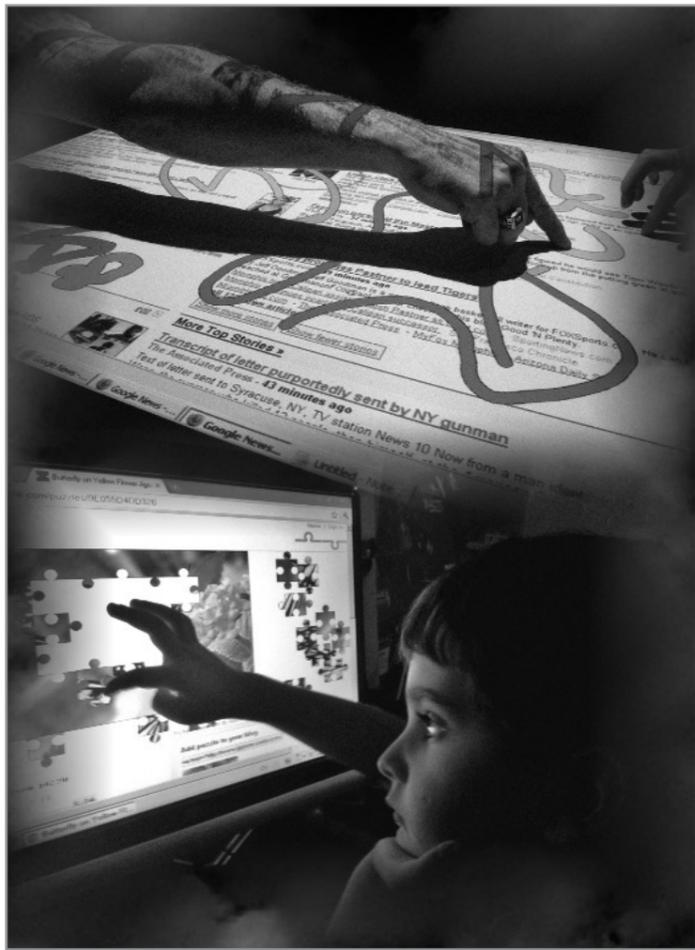
Le sondage de cette opinion a un effet réversible sur elle, quelles que soient les méthodes utilisées (sondages par quotas, enquêtes...) et les analyses recueillies à l'issue des opérations d'investigation. En effet, un sondage qui désignerait clairement un gagnant pourrait déclencher un mouvement de ralliement par contagion de la victoire ou, inversement, conduire d'autres votants à se rallier à au candidat en difficulté. Ce retournement de sympathie est fort remarqué notamment dans le sport : on commence par applaudir le champion en titre dont on sait qu'il gagnera mais on admire la force que le perdant met à la tâche, tout en sachant pertinemment qu'il n'a aucune chance de s'en tirer gagnant. À ce moment, l'admiration du public est telle qu'il ne peut que l'encourager, lui souhaitant secrètement victoire. De même, les sondages peuvent conduire à une abstention chez ceux qui constatent que le candidat pour lequel ils désirent voter est donné perdant. Ils peuvent aussi provoquer une volonté de voter utile chez ceux qui ne sont pas uniquement animés par le désir de faire élire leur candidat, voire une démotivation (surtout au second tour) de ceux qui sont certains que leur candidat va gagner. Dans quelle mesure peut-on alors justifier la légitimité du pouvoir ? □

Élie Hatem

## INTERNET

## Flux culturels et subversion

La fermeture du site MegaUpload n'en est-elle pas la preuve ? Les États veillent sur la Toile ! Des pirates s'y engouffrent néanmoins, comme si de nouveaux horizons venaient de s'ouvrir à la subversion.



L'exploration du cyberespace n'en est qu'à ses débuts...

Le Forum économique mondial de Davos, qui a clôturé ses travaux dimanche dernier, a planché, entre autres risques planétaires, sur celui de l'interconnectivité. Les experts du forum ont identifié, parmi une dizaine de risques graves, l'hypercomplexité de notre société dont les infrastructures essentielles, telles que l'électricité, l'eau, le gaz, les transports, les communications et la circulation de l'information, sont désormais à la merci de groupes d'individus organisés en réseaux parfois éphémères. Ceux-ci sont capables de provoquer à très peu de frais des dévastations dans les domaines économiques, voire géopolitiques, quand il fallait autrefois mobiliser d'importantes ressources à la seule disposition des États pour y parvenir.

## Industrie en désuétude

C'est dans ce contexte qu'a surgi l'affaire MegaUpload et la réplique des internautes. Si le grand public y voit la charge des ayants-droits, jusqu'ici contentés par des lois fortement rémunératrices pour les producteurs de supports d'abord, les fournisseurs d'accès ensuite, et, s'il en reste, les créateurs, il constate tous les jours que le marché des biens culturels s'est retourné et que le modèle de captation en cascade de la valeur ajoutée est désuet.

Le combat des voraces contre les coriaces, comme disait le député Jean-Pierre Brard lors des débats kafkaïens sur la loi "Création & Internet" (Hadopi), est lancé. L'agitation médiatique des faiseurs d'opinion contre une nouvelle industrie qu'ils ne comprennent pas vise à occulter le changement de paradigme qui a transféré le pouvoir du monde physique au monde virtuel. Et la vraie question est là. Jusqu'où iront les Anonymous dans leur riposte pour défendre ce nouveau commerce des idées et de l'art ?

## Déni de service

MegaUpload était un site mondial d'hébergement de fichiers trop lourds pour être transmis en pièce jointe d'un courriel. Y cohabitaient fichiers légaux et illégaux au sens des lois de *copyright*. Confisquer les serveurs amalgame gens de bonne foi et pirates, et les pénalise tous avant un quelconque jugement. Les réseaux alternatifs comme les Anonymous combattent autant pour la liberté d'accès aux données transférables que contre l'autonomie répressive d'administrations incontrôlables. En revanche, si bloquer les accès au site du FBI, de l'Élysée, de la Hadopi, de Vivendi, du Parlement européen et d'autres grandes institutions est devenu anodin à cause du bombardement médiatique incessant, l'affaire est riche

des prémices d'une anarchie revenue. Certes, ce ne sont pour le moment que les sites Internet accessibles de l'extérieur qui sautent par déni de service (surcharge des demandes d'accès), et pas encore les réseaux intranet bouclés sur eux-mêmes, mais des passerelles existent, construites et bloquées par des humains et donc franchissables et démonstrables par des humains.

## L'enjeu capital de la cybersécurité

N'a-t-on pas vu les programmes informatiques de commande des centrifugeuses nucléaires iraniennes infectées par un virus israélien ? Des *hackers* devenus depuis professionnels de la sécurité ont piraté des bandes magnétiques et des documents classifiés, des codes d'accès sensibles dans des organisations aussi protégées que le Pentagone et la Nasa, des codes bancaires dans des comptabilités sécurisées ou des fiches signalétiques de police. Ces données peuvent être altérées et réinjectées, assorties de codes de prolifération. S'il s'agit de la conduite d'un réacteur atomique, de la route d'un navire ou du pilotage d'un aéronef, on frôle la panique.

Il y a en plus des fous géniaux comme l'Anglais Gary McKinnon, obsédé par l'invasion des lézards, qui casse l'informatique des commandements américains pour en extraire les preuves irréfutables. Mais les occupations coupables de quelques cerveaux enrichis en synapses ne sont rien à côté d'une subversion cybernétique. Les Anonymous qui mènent un combat de fourmis rouges contre l'autorité, permettent de déceler l'émergence des vieilles recettes de déstabilisation de notre société, le rêve inachevé de leurs grands aînés, Bakounine, Kropotkine, Malatesta. Espionnage, sabotage, guerre électroniques sont des menaces prises en compte au plus haut niveau des organisations de défense et l'attention des observateurs est doublement captivée par l'implication évidente des réseaux sociaux, grands ou discrets, dans les révoltes arabes. Ainsi le tapage médiatique autour de l'affaire MegaUpload occulte-t-il la prise de conscience par l'opinion de nouveaux dangers qui planent sur nos sociétés, expulsant du raisonnement de l'électeur moyen le doute légitime quant à la capacité de nos dirigeants de s'en prémunir et, le cas échéant, d'y faire face. Nous n'osons croire qu'on puisse éteindre un pays avec relativement peu de moyens physiques, compensés par du talent. Et pourtant. ■

Catoneo  
royalartillerie.blogspot.com

## Au fil de la presse

Où, s'il est des mots et des concepts à la mode, il en est aussi des candidats qui sacrifient à l'habituel marathon médiatique pré-électoral, surenchérisant dans la démagogie la plus grotesque et le mensonge le plus éhonté.



Le vainqueur des primaires socialistes (soutenues, rappelons-le, par les moyens publics), le Corrèzien d'adoption François Hollande, a tenu la dragée haute aux *media* aux ordres, cette dernière semaine. Mais, tel un mouvement de balancier, gageons que l'UMP, cette autre face de la médaille qu'est le Hollande, donc, promet de "redresser" la France en annonçant le mariage et l'adoption pour les homosexuels, l'euthanasie, le droit de vote des étrangers en France. Et tout ça dans la posture la plus autoritaire qui soit, le néo-ascète, dans un accès d'égotisme lyrique, se posant en recours gaullien.

Frédéric Rouvillois (*Causeur*, 23 janvier) rappelle ces propos du candidat socialiste tenus au Bourget : « *Avant tout effort, toute décision, toute loi, tout décret, je me poserai une seule question : est-ce que ce que l'on propose est juste ? Si ce n'est pas juste, je l'écarte.* » Décider en fonction du seul intérêt de la France, au lieu de le faire à l'aune d'une improbable "justice", ne serait-il pas plus... juste ? M. Rouvillois note, en outre, qu'Hollande, « *monarque républicain qui décide de tout* », revendique « *sans devoir d'inventaire, l'héritage de Mitterrand* ». Soit. Sauf qu'un monarque en République est soit un tyran, soit un roi fainéant. De ce point de vue, notre vide sanitaire idéologique ambulant oscillera entre Chirac et Sarkozy, l'intelligence et la culture mitterrandienne en moins.

Force est de reconnaître, malgré tout, qu'Hollande se positionne très « *clairement à gauche, beaucoup plus enclin à l'alliance avec les communistes qu'à la discussion avec la droite* » (*Les 4 Vérités hebdo*, 24 janvier). Nous sommes prévenus. Le visage de la France, déjà abîmé par des années d'ultraviolets libérales-socialistes, frîsera le mélanome malin sous les mêmes lampes à UV des dé-

magogues socialistes. À l'instar de Sarkozy qui redécouvrait hypocritement la nation en 2007, Hollande pourfend avec le même cynisme, le « *monde de la finance* ». L'un draguait les lepénistes, tandis que l'autre tente de s'attirer les voix des populeux, qu'il exècre pourtant, mais qui persistent à s'enticher plutôt de la fille Le Pen.

Cela étant dit, ce "gauchisme", vanté fièrement comme la panacée par les "forces de progrès", est un incurable cancer qui ronge notre pays depuis quarante ans. De ce point de vue, rien ne distingue l'UMP, le PS et leurs satellites respectifs, attendu que tous fondent leur action sur une croyance indéfectible dans le progrès divinisé. Proposant une analyse serrée de la pensée du philosophe Jean-Claude Michéa (et de son « *complexe d'Orphée* »), Alain de Benoist (*Éléments*, janvier-mars 2012) souligne parfaitement l'irréductibilité entre la gauche, par définition héritée des Lumières et sociologiquement bourgeoise, et le socialisme authentique défendu par Pierre Leroux (l'un des inventeurs du mot). Celui-ci, nous rappelle Benoist, affirmait que « *la société n'est pas le résultat d'un contrat [mais que] loin d'être indépendant de toute société et de toute tradition, l'homme prend sa vie dans la tradition et la société* ». Une bien belle réflexion que Maurras eût pu écrire, lui qui louait, dans une semblable perspective sorelo-proudhonienne, l'alliance naturelle du socialisme et du nationalisme, le premier ornant le second, comme un beau gant, une belle main, sous la condition expresse que le premier fût libéré de « *l'élément démocratique* ». C'est précisément cet ancrage dans un passé enraciné qui fait défaut aujourd'hui à Aubry, Hollande et leurs épigones plus sûrs suppôts du Medef que tous les grands patrons du CAC 40.

Aristide Leucate

## NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



## REDRESSER LA FRANCE

AVEC CE DOSSIER consacré à la politique familiale et à la cohésion sociale, nous abordons deux points noirs non seulement du quinquennat de Sarkozy mais surtout de la politique menée depuis près de quarante ans par la gauche comme par la droite. De l'avortement au regroupement familial, tous les deux adoptés sous Giscard, la société est allée de Charlybde en Sylla, tant la politique familiale et la cohésion sociale sont deux domaines entièrement liés.

La perte démographique et la dissolution de l'unité de notre peuple, alourdies par la crise économique et sociale, rendent incertain l'avenir de la France, alors même que, parallèlement, aggravant le caractère mortifère d'un communautarisme de plus en plus arrogant, le parlement continue d'adopter, par électoralisme, à la demande de lobbies aussi multiples que variés, des lois liberticides qui interdisent aux Français de réagir ne serait-ce qu'en dénonçant les maux. Faut-il également évoquer la légalisation du "mariage" homosexuel et de l'"homoparentalité", l'adoption d'un statut du beau-parent ou l'abrogation de l'accouchement sous X ? enfin la légalisation de l'euthanasie ? Que de menaces contre la cohésion familiale ou la vie, en perspective !

Des réformes radicales, voire des assurances constitutionnelles seront nécessaires en matière de politique familiale et de cohésion sociale. Lisez et faites passer le message ! □ F.M.

✓ Nos "dix axes de salut national" sont présentés sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.actionfrancaise.net/craf/> POUR-REDRESSER-LA-FRANCE-LES

## □ FAMILLE

# Des méfaits d'une idéologie

L'évolution du rapport à l'enfant ne va pas sans conséquences psychologiques ni incidence sur les liens sociaux.

En cause, notamment : une conception dévoyée de la liberté...

Il est courant d'entendre aujourd'hui ce qui est devenu le slogan de ma génération : « *Cet enfant sera heureux, puisque désiré.* » Bien sûr, l'argument contraire sera du coup tout aussi juste. Du reste, il m'a souvent été donné pour justifier l'IVG : « *De toute façon, il n'aurait pas été heureux, ce n'était pas un enfant désiré.* » Ce qui revient à dire que l'on soumet l'existence à un pronostic subjectif du bonheur, mais aussi que l'on fait entrer l'enfant et tout son parcours de vie dans un déterminisme enfermant tel que le suggérait Freud.

### Le désir en question

Le milieu éducatif constate que l'enfant, s'il est désiré, naît dans un contexte plus favorable d'un point de vue affectif et matériel. Mais ces conditions idéales ont aussi des conséquences nocives qu'on ne peut ignorer. Si l'on fonde toute sa vie sur le désir, on ne saurait échapper à quelques questions. Je veux un enfant, je désire un enfant, j'ai envie d'un bébé, si on faisait un bébé... voilà ou commence la duperie. En réalité on accueille sûrement mieux l'étranger que l'enfant. Depuis les plus anciennes traditions, l'étranger est un pèlerin guidé par Dieu. Il est reçu avec déférence, on écoute son histoire et on lui donne à boire et à manger.

Imaginons d'accueillir un enfant comme l'étranger, c'est-à-dire comme n'appartenant pas au couple, ayant en lui-même la marque de sa propre destinée, et donc besoin de ses parents pour l'aider à la réaliser. C'est le fondement de la pensée de Maria Montessori : « *déployer les qualités dont [l'enfant] contient le germe* ». C'est ainsi que l'enfant devient l'auteur de son développement. Imaginons que l'on ne



cherche pas à donner un enfant à une famille, mais une famille à un enfant. Le désir d'enfant pour l'adolescente et la femme, celui d'être parents pour le couple, est fondateur et nécessaire. Mais le projet d'avoir un enfant doit s'en distinguer. Ou plutôt le désir devient projet lorsque l'on passe de la recherche égocentrique (primaire) à la construction altruiste. L'enfant étant une personne (Dolto) il ne peut rester simple objet de désir.

### Droit à l'enfant

La promotion de la contraception et, *a fortiori*, de l'avortement ont pour conséquence (en dehors de la question de la sacralité de la vie humaine) la réduction de l'enfant à un bien de consommation. L'impact psychologique est immense et conditionne les nouvelles règles du lien social. Cette modification est très profonde dans la psychologie des parents, comme dans celle de l'enfant appelé à être plus tard parent à son tour ; ainsi, d'ailleurs, que dans la place qui lui est réservée dans le couple,

comme dans l'histoire familiale. Cela induit très naturellement une tendance nouvelle, projective celle-là. Si le vouloir de l'enfant choisi au bon moment est bon, alors l'enfant lui-même est bon *a priori*. Les parents projettent le bonheur d'avoir un enfant sur l'enfant lui-même, lequel devient bon par essence, sa présence étant le fruit d'une construction intellectuelle et, nécessairement, fantasmée des parents. Cette projection a deux conséquences : d'une part, une pression sur l'enfant dès son plus jeune âge, car il est l'objet matérialisé du vouloir des parents ; d'autre part, les parents étant très souvent incapables de différencier l'enfant d'eux-mêmes, sur un plan psychologique, ils font tout pour lui permettre naïvement d'apprendre la vie seul, par lui-même. Cette tendance leur vient directement de l'idéologie dominante qui prône une liberté accrue des adultes en dehors de toute référence communautaire protectrice, liberté que l'adulte voudrait pour lui-même et qu'il pense acquérir par l'enfant-roi.

Cela entraîne une absence d'éducation, (*educere*, en latin, c'est "conduire hors de l'enfance"). Surtout ne rien transmettre de ce qui nous a été transmis. C'est ainsi que l'on procède, sous prétexte de liberté et d'égalité, au déracinement de chaque individu livré nu aux appétits d'un système fondé uniquement sur un rapport de consommation.

L'enfant n'est pas et ne saurait être un simple réceptacle d'émotions, de désirs contrariés, de traumatismes plus ou moins grands et résiliables. Cela enfermerait l'être humain dans un déterminisme inacceptable. En réalité, cet état est celui du nourrisson et s'atténue dès que le sujet peut poser un acte qu'il sait anticiper (naissance de la volonté). Je le considère quant à moi dès ses premiers mots comme une personne morale, c'est-à-dire capable de volonté. Certes, sa responsabilité est encore minime, mais, très tôt, l'enfant peut apprendre à s'interdire ou s'autoriser telles ou telles actions. Et si l'éducateur lui dit "non", c'est pour lui poser un cadre psychologique et donc des limites stables, mais aussi pour éduquer sa volonté.

### Dissolution

Enfin, si la famille est une communauté naturelle, elle est aussi une communauté de destin. Certes, elle évolue et les liens se distendent, mais la solidarité doit résister à l'impact du monde. Aujourd'hui, les familles volent souvent en éclats pour des raisons matérialistes. C'est la conséquence d'une idéologie de la "dissolution" qui est instillée dès la naissance à chaque individu par la nouvelle idéologie de la famille. On voit les prolongements naturels de cette funeste tendance par la remise en cause du mariage, la revendication de l'homoparentalité et la promotion d'une société asexuée par la théorie du genre (*gender*). Tout cela concourt à l'atomisation de la société, pour l'avènement final d'un système dont un certain Georges Orwell avait déjà et depuis longtemps dessiné les contours. ■

Jeanne Monneret  
Éducatrice de jeunes enfants

## NÉGATIONNISME Les "mémoires" contre la cohésion sociale

AUJOURD'HUI, les redresseurs de torts prétendent, *de lege lata*, imposer une conception univoque de tel ou tel événement historique. Certes, de la loi Pleven du 1<sup>er</sup> juillet 1972 jusqu'à la loi Gayssot du 13 juillet 1990, du nom funeste de son instigateur stalinoïde, sans oublier les lois Taubira de 2001 et Perben de 2004, que de chemin parcouru dans la criminalisation légale et judiciaire de la liberté d'expression - une nouvelle étape venant d'être franchie avec la criminalisation de la négation de tout génocide légalement reconnu, qui concerne essentiellement le génocide des Arméniens par les Turcs. Les nouveaux délits d'opinion ont, depuis qua-

rante ans (sous l'œil complaisant de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg), sévèrement contribué au déclin de l'esprit français en pervertissant au cœur l'identité spirituelle de la France en tant que nation. L'archétype de la loi Gayssot a encouragé, au nom d'un égalitarisme mémoriel de principe, l'éclosion de singularités noires, arméniennes, homosexuelles, féministes, etc., accentuée par l'effet d'une immigration extra-européenne massive que les pouvoirs publics n'ont ni réfrénée, ni assimilée, et d'où émergent des récriminations communautaristes réclamant leur part du gâteau mémoriel.

Les effets d'une telle hypermnésie sont loin d'être négligeables, au point qu'ils suscitent aujourd'hui un système idéologique homéostatique oblitérant tout débat libre sur des questions ressortissant, *a priori*, plutôt à l'histoire et à la science politique, et qui se trouvent reléguées au rang de mythe, par définition, ascientifique. Or, l'érection mythologique d'un fait historique

en vérité intangible, en le soustrayant à toute critique, universitaire ou non, participe d'une régression intellectuelle qui débouche, à terme, sur un asservissement de la pensée au dogme marmoréen du politiquement correct.

### Reductio ad hitlerum

En somme, par filiation logique, les lois liberticides, Pleven, Gayssot, Taubira, censées réduire au silence les opinions émises par voie de presse, sont plus subtilement destinées, en réalité, à orienter les débats et discussion qui se tiendraient à l'école ou dans l'entreprise, dans un sens conforme à la *doxa* officielle, sous peine de lynchage médiatique ou d'infamie judiciaire ruineuse. Quiconque dérive du discours officiel, même (et surtout ?) avec force arguments (*cf.* les polémiques autour des professeurs Sylvain Gougouenheim et Olivier Pétré-Grenouilleau), encourt le risque d'être apostasié par une *reductio ad hitlerum* (lati-

nisme forgé par Leo Strauss) pouvant conduire à un véritable bannissement professionnel ou médiatique. C'est à la gauche intellectuelle et politique, qui a pris l'esprit public en otage, qu'il convient de s'en prendre. Commençons déjà par abroger les lois susvisées, tant pour libérer la recherche historique que l'expression d'opinions, même les plus inaudibles, sous le seul garde-fou de l'ordre public et des bonnes mœurs, notions recouvrant, *a minima*, la vie privée, l'intégrité physique ou psychique des personnes ainsi que l'autorité et la sûreté de l'État. Faisons de l'histoire une discipline d'édification du sens civique par l'enseignement de l'exemplarité des faits et gestes de nos héros nationaux, sans gommer les chapitres les plus sombres, mais sans non plus en surdéterminer la portée *ad nauseam*. Enfin, cessons ce mémorialisme d'État qui a pour effet d'engendrer un droit-créance d'un type particulier, le droit au "non-oubli". ■

Aristide Leucate

□ SOCIÉTÉ

# Les conditions de la cohésion

**Affaiblie par l'individualisme, le relâchement des liens familiaux ou le déclin de l'autorité, la cohésion sociale requiert le retour à la proximité et la présence d'un arbitre au sommet de l'État, garant de la mise en œuvre du principe de subsidiarité dans un cadre national revalorisé.**

Qu'est ce que la cohésion sociale ? Selon la Banque de ressources interactives en Sciences économiques et sociales (BRISES), qui est, en quelque sorte, la parole scientifique et politiquement correcte de l'Université, elle désigne l'« état d'une société dont les membres sont unis par des valeurs communes ou des règles de vie communes acceptées par tous ». Elle correspond « à la situation d'un groupe fortement solidaire et intégré ; en découlent l'existence de buts communs, l'attraction des individus les uns par rapport aux autres et enfin l'attachement des individus au groupe. Cette cohésion favorise donc l'intégration des individus, c'est-à-dire la participation à un réseau de relations sociales qui confère aussi une identité propre. » Cela suppose « un "esprit de discipline", un respect des valeurs et normes communes ; mais est-ce possible dans une société individualiste valorisant la liberté et l'autonomie des individus ? Et comment maintenir la cohésion sociale sans laquelle il n'y a pas de société dans une société marquée par la montée de l'individualisme ? »



En 2010, huit millions de Français se situaient sous le seuil de pauvreté.

## Les pires injustices

Ce qui fonde le désir de vivre ensemble passe nécessairement par le partage d'un patrimoine commun, d'une histoire commune, qui n'exclut pas la volonté de continuer l'œuvre qui nous précède. En revanche, l'individualisme, qui s'appuie sur le système libéral et "démocratique", constitue un obstacle au maintien de la cohésion sociale. En effet, ce système est fondé sur la compétition, dans une logique de méritocratie qui prône une égalité toute virtuelle justifiant les pires injustices : puisque nous sommes égaux, si nous ne réussissons pas, c'est que nous ne le méritons pas.

Parmi les raisons qui concourent à la crise du lien social, on trouve évidemment le déclin de l'autorité et l'affaiblissement des liens familiaux. On pourrait ajouter que la disparition des églises dans les villages et les quartiers, la faillite du syndicalisme et sa transformation en *lobbies* dans le monde du travail, la multiplication des grandes surfaces et la disparition des petits commerces et autres estaminets favorisent également la perte du lien social. Il convient de noter enfin l'éloignement du peuple des centres de décisions (administrations, finance mondiale), où s'organise l'avenir de nos sociétés.

Dans l'introduction de son livre *L'Homme révolté*, Albert Camus soutient que l'idée d'injustice constitue l'origine de toutes les révoltes humaines. L'injustice sociale est celle que l'on vit le plus

difficilement, car elle est lancinante, répétitive, et rappelle aux plus défavorisés l'injure de leur condition au quotidien. On sait, d'après l'Observatoire national de la pauvreté, qu'en 2010 huit millions de Français se situaient sous le seuil de pauvreté (75 % du revenu médian). Pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la situation a encore empiré en 2011. Dès lors, quelles formes doivent prendre les solidarités ? Quel doit être le ciment de la nation ?

## Libertés contre égalité

Sans principe fédérateur de la nation, il n'y aura pas non plus de solidarité. N'oublions pas que, pour Maurras, la nation est le premier vecteur de protection sociale du peuple. Des hommes, des femmes, des familles et des corps constitués qui cohabitent, avec des règles partagées, dans un vaste espace historique, qu'ils reconnaissent comme un bien commun et supérieur, ont plus de chances d'être respectés que ceux qui, isolés, sont livrés au pouvoir de capitalistes étrangers, anonymes et supranationaux.

Notre tradition sociale est commune à celle de l'Église, dont les royalistes René de La Tour du Pin et Albert de Mun furent les promoteurs de la doctrine, en France, en pleine révolution industrielle. Le principe de subsidiarité, qui définit, en fonction de son degré de compétence, le niveau de res-

ponsabilité de chaque personne, groupe ou communauté naturelle ou de destin, voit dans la nation le cadre ultime au-delà duquel il n'y a plus d'appartenance suffisamment forte pour justifier une réelle et résistante solidarité. Telle est notre spécificité : l'histoire de la France, qui s'est écrite sur plus de quinze siècles, a forgé des liens solides et diversifiés qui permettent d'assumer la diversité de ses populations tout en garantissant la cohésion de l'ensemble.

L'Action française est profondément attachée aux libertés qui se sont imposées tandis que la France se construisait. Mais leur préservation suppose de revenir au principe de réalité, lequel, par nature, se méfie des idéologies prométhéennes qui étourdissent l'esprit et réduisent l'homme à l'esclavage. Pour assurer la protection sociale et garantir les libertés, Maurras parlait d'« *égalité protectrice* ». Une société solidaire accepte les inégalités, et leur répond par l'équité.

Dans cette perspective, pour rétablir une réelle cohésion sociale, il convient de considérer notre pays comme un grand territoire composé lui-même d'une multitude de "micro-territoires", ce qui implique de restaurer la notion de proximité. Comme jadis avec les villages, les hameaux, les quartiers... Habiter ensemble, c'est "co-habiter" et établir, sans que cela nécessite des mesures législatives particulières, des solida-

rités spontanées de bon voisinage. La partie est ardue car, pour les pouvoirs qui nous dominent, nous sommes, avant d'être des citoyens, une masse de consommateurs individualistes à la recherche de produits de substitution (de la télévision aux anti-dépresseurs) permettant de pallier le manque de rapports humains et conviviaux. Aussi, devant l'échec relatif des politiques de la ville, des chercheurs, en sociologie notamment, tentent-ils de renouer avec la tradition de l'organisation sociale de proximité par le biais du "développement social territorial".

## Approche territoriale

Quelques observateurs sociaux se sont en effet rendu compte du caractère inadapté des méthodes descendantes (ou distributives) d'action sociale dans les quartiers défavorisés, méthodes concoctées dans des cabinets ministériels, dont les fonctionnaires surdiplômés n'imaginaient pas autre chose que la construction d'équipements publics et la distribution d'aides individuelles ou de subventions aux associations "bien intentionnées". Parmi ces observateurs, un sociologue, Jean François Bernoux, préconise le diagnostic social sur des territoires identifiés<sup>1</sup>. Ce diagnostic, qui vise à définir les caractéristiques humaines, naturelles, économiques socio-professionnelles, implique non seulement les acteurs institutionnels mais également, dans toute sa diversité, l'ensemble de la population évoluant sur le territoire étudié. Les méthodes proposées visent à rendre chaque habitant acteur (à des degrés divers) de l'étude et, par la suite, du projet collectif. Dans l'anomie que traverse notre société, ce n'est pas chose facile, car cela suppose que chacun se réapproprie ce qui constitue l'histoire commune avant d'envisager le devenir commun. Ce mode de mobilisation locale implique, de degré en degré, par le jeu d'échanges et de concertation interterritoriale, la transition vers les niveaux local, régional et national : ainsi, par un effet de seuil de compétence reconnu, se trouve justifiée la délégation d'autorité vers ceux qui sont chargés d'agir à un niveau plus vaste.

Toutefois, pour maintenir une cohérence harmonieuse, il faut, au plus haut niveau de la société, un rassembleur : le roi est cette clé de voute qui garantira l'équilibre des forces dans ce jeu complexe. La royauté serait-elle si anachronique ? Existant dans de nombreux pays et particulièrement en Europe, elle n'a jamais compromis leur modernité.

Le rapport Kepel<sup>2</sup>, publié par l'Institut Moutaigne, fait apparaître que la République, qui s'était tou-



jours adossée au nationalisme pour protéger sa légitimité, est en train, d'une certaine manière, de scier la branche sur laquelle elle était assise, en rejoignant le camp du libéralisme supranational et en abandonnant notre souveraineté à Bruxelles et Washington. Son rejet de la nation pourrait bien lui être fatal. On pourrait s'en réjouir, mais c'est une mauvaise nouvelle, car, désormais, la nation, déjà malmenée par le passé, se retrouve sans défenseur au sommet de l'État, ce qui favorise l'éclosion d'un système de migrations continues et mal maîtrisées, organisées sur un plan supranational et promues au nom des droits de l'"Homme"... pourvu que ce dernier ne soit pas français.

Il est pour nous assez difficile de désigner l'ennemi : il n'a plus de visage à force d'en avoir trop ! C'est pourquoi nous devons nous rappeler que la réponse est institutionnelle. C'est le système qui doit tomber et c'est l'État politique, arbitral, indépendant des *lobbies*, bref l'État royal, qu'il convient d'instaurer pour restaurer la cohésion sociale de la France. ■

Olivier Perceval

1 - Jean François Bernoux, *Mettre en œuvre le développement social*, éditions Dunod.

2 - Gilles Kepel, enquête *Banlieue de la République*, éditée par l'Institut Moutaigne.

## » ÉCOLES LIBRES

À la suite de la publication, dans notre précédent numéro, d'un entretien avec Anne Cofinier, plusieurs lecteurs nous ont demandé comment recevoir *L'Annuaire des écoles indépendantes*. Celui-ci est disponible auprès de l'association Créer son école 25 rue Sainte-Isaure, 75018 Paris, à laquelle vous pouvez adresser un chèque de 34 euros (ports compris) accompagné de vos coordonnées. Pour tout renseignement : 01 42 62 76 94.

## » SOS TOUT-PETITS

Le samedi 11 février, l'association SOS Tout-Petits organise une « prière publique de réparation, d'intercession et de conversion » aux abords de l'hôpital Tenon, un établissement parisien où les avortements ont repris en avril dernier. Un cortège se formera à 10 h 30 à l'angle de la rue de la Chine et de l'avenue Gambetta. La fin de la manifestation est prévue à 12 h 30.

❑ CRISE

# La Belgique en grève

La mécontentement gronde en Belgique. Mais en dépit d'une grève très suivie en Wallonie, moins en Flandre, le gouvernement n'entend pas dévier de sa trajectoire, conforme aux canons de l'UE et du FMI.



Anne Demelenne appelle à mutualiser les dettes.

Grève générale en Belgique et sommet européen à Bruxelles, le même jour. Un observateur eut cette formule lapidaire : « Deux camps se regardent, s'observent et ne se rencontrent pas. » Les hiérarques européens, les chefs d'État et leurs délégations ont, pour une part, été dirigés vers la base militaire de Beauvechain. Les convois ont ensuite gagné Bruxelles à vive allure, dans la brume, avec, en toile de fond, un paysage enneigé. Image négative ou non pour l'Europe ? Oui, répondent 63 % des internautes, non, rétorquent 34 % d'entre eux.

La grève est discutée, contestée. Il n'en demeure pas moins qu'elle répond à deux sentiments, la colère et l'angoisse. Depuis 1993, on n'avait plus connu de grève générale en Belgique. Souvent divisé, le front syndical s'est ressoudé. C'est pourquoi on parle de Front commun rassemblant les chrétiens, les socialistes et les libéraux. Et cela bien que le Premier ministre, Elio Di Rupo, soit non seulement un socialiste mais le "patron" des socialistes francophones. On lui en veut, à lui et à son gouvernement, d'avoir pris des mesures sévères d'austérité sans

vraie négociation. Les leaders syndicaux sont à l'unisson. Pour le secrétaire général des syndicats libéraux, cette pratique se situe « à l'opposé de notre tradition de dialogue social ». Pour Anne Demelenne et les socialistes, « il n'est pas vrai qu'il n'y ait d'autre solution que l'austérité. On peut mutualiser les dettes et les rembourser à des taux d'intérêt normaux. »

## Raisins de la colère

Quant à Claude Rolin, des syndicats chrétiens, il affirme que « si le gouvernement ne nous entend pas, l'écart entre les citoyens et leurs dirigeants deviendra abyssal. Nous continuerons à agir pour que la raison obtienne gain de cause. » Les leaders syndicaux ne sont pas les seuls à tenir ce langage. Ainsi, Jean-Jacques Viseur, l'actuel bourgmestre (maire) de Charleroi, a des mots très durs pour le FMI qui enjoint à la Belgique d'observer l'austérité ou la "règle d'or" voulue par l'Allemagne. À ses yeux « la relance est la priorité absolue. L'Europe tue l'espoir. » Faisant référence à Steinbeck et ses Raisins de la colère, il se dit convaincu que « l'on est

en train de créer la même paupérisation ». Il est évident que, côté patronal, le ton est différent. Là, on parle de flexibilité du travail, de compétitivité, de la nécessité d'observer les lois du marché. Et au gouvernement, on s'arqueboute. Les fissures apparaissent. Pour les libéraux flamands, il faut remettre en question l'indexation des salaires. Voilà que les sociaux-chrétiens flamands emboîtent le pas. Songeons-y, discutons-en...

## L'indexation des salaires en débat

Côté socialiste, on se raidit. Jamais nous n'y souscrivons ! Elio Di Rupo l'a expliqué l'autre jour à Angela Merkel qu'il a rencontrée à Berlin. Reste que l'idée est lancée. Jusqu'ici, c'était une règle gravée dans le marbre de la concertation sociale. Or, suite aux mesures gouvernementales, l'indice pivot est dépassé, ce qui implique que les salaires de la fonction publique et les allocations sociales augmenteront de 2 % en février. Aussitôt, la fédération patronale de l'industrie technologique fait retentir le bourdon. « Le gouvernement, avertit-elle, devrait combattre l'inflation. » Celle est remontée à 3,65 % et, disent les patrons, « ce sont les entreprises qui la paient cash au détriment de notre compétitivité et de l'emploi ».

Au lendemain de la grève, chaque camp tire sa conclusion. Les syndicats parlent de succès, les patrons concluent que cette grève proclamée générale n'aura été que partielle. Disons qu'elle fut très suivie en Wallonie, moins en Flandre, sauf à Anvers, et que le gouvernement n'entend pas dévier de sa ligne de conduite. Ainsi, tout le monde tire à hue et à dia faisant valoir "sa vérité" qui coïncide avec son intérêt. Dans un tel climat la Belgique devient une coccotte-minute. ■

Charles-Henri Brignac

## TUNISIE

# Le criminel fiasco de la CIA

Orchestré sous l'influence des États-Unis, le départ du président Ben Ali a plongé la Tunisie dans une situation chaotique.

EN 2011, la presse mondiale a enregistré et répercuté l'intervention imprudente de M. Obama, actuel président des États-Unis saluant la « grande révolution tunisienne » dans un langage grandiloquent, pompeux et vide. Cette prétendue révolution survint après l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi<sup>1</sup>. Il s'ensuivit une campagne systématique de fausses nouvelles qui intoxiqua l'opinion et déclencha des émeutes au cours desquelles des meneurs exigèrent la démission du président Ben Ali : « Le président Ben Ali s'était enfui avec l'or de la Banque de Tunisie. » Ce faux bruit fut démenti le jour même, puis qu'il fut révélé que l'or de la banque de Tunisie se trouvait à Fort Knox aux États-Unis (bruit et mise au point émanaient de la même origine, des mêmes services secrets). Ce jour-là également, on montra à la télévision locale des liasses de billets de banque entassés dans des armoires du palais de Carthage, autre joli montage censé exaspérer les Smicards. Enfin, dernier opprobre, on signala que la deuxième épouse du successeur de Bourguiba était une « coiffeuse ». La grande tribu internationale des snobs devait frémir d'indignation : si cette dame avait été fille d'un diamantaire, cela aurait tout changé.

Rappelons cependant que la Tunisie de Ben Ali connaissait la paix depuis de longues années. Quelle horreur ! En outre, les ressources touristiques étaient en expansion, seule richesse de ce pays pauvre. La femme musulmane n'y était pas ensevelie vivante sous les voiles abusifs et la polygamie disparaissait. L'instruction publique était favorisée et formait des élites. La population ne souffrait pas de la famine, autre scandale. Mais l'on n'avait pas le droit d'injurier le chef de l'État. Les ONG des "droits de l'homme" se moquaient du peuple "khobziste"<sup>2</sup>, vulgairement attaché à son pain quotidien. Le président Ben Ali chassé par les stipendiés de la CIA, le peuple aura enfin la "liberté" de



la presse et le droit de crever de faim. Le sinistre scénario du dérisoire "printemps arabe" a curieusement été reproduit en Égypte, en Libye et cherche à s'étendre dans tout l'Orient, proche et moyen. Il aboutit à mettre en place des gouvernements "islamistes", racistes, anti-sémites<sup>3</sup> et anti-chrétiens. La "démocratie" états-unienne imposée à grands frais de bombardiers et de drones favorise exclusivement la prise de pouvoir des "frérotts". Les interventions plus ou moins massives des services de la CIA visent à la destruction totale des traditions des pays arabes et musulmans. Elles se fondent sur une prodigieuse ignorance des réalités orientales, accompagnée d'une arrogance illimitée. Ces ingérences criminelles entraînent l'annihilation de la femme musulmane, de la personne humaine ; elles ne démolissent pas seulement les États arabo-musulmans, elles compromettent aussi gravement l'économie et les finances de Washington ; comme aux pires périodes des invasions nazies, elles mettent en péril la civilisation de l'humanité. ❑

Perceval

1 - Le véritable islam condamne le suicide et, comme le catholicisme, il l'estime aussi coupable que l'assassinat. De même, il vénère Abraham, Moïse, Jésus et il tient Mahomet pour l'Envoyé inspiré qui achève le cycle prophétique.

2 - Khobz désigne le pain en arabe parlé au Maghreb et au Levant.

3 - « Lors du rassemblement organisé par Ernahdo pour accueillir le chef du Hamas à Gaza, les participants étaient invités à s'essuyer les pieds sur le drapeau israélien. » (Marianne, 14 janvier 2012)

## BELGIQUE

# Un nouveau cardinal

LE 18 FÉVRIER, au Vatican, le consistoire créera vingt-deux nouveaux cardinaux dont dix-huit de moins de quatre-vingts ans pouvant participer à un prochain conclave. Parmi eux, un Belge. Nombreux, mal informés des usages, s'attendaient à voir le primat de Belgique, l'archevêque M<sup>gr</sup> Léonard, coiffer la barrette. C'est un prêtre de Namur, ancien évêché de M<sup>gr</sup> Léonard, qui se voit distingué :

M<sup>gr</sup> Julien Ries. À quatre-vingt-douze ans, la barrette est la récompense de toute une vie. Déjà, en 2010 le pape l'avait nommé "prélat d'honneur". Le nouveau cardinal est connu des vaticanistes pour son enseignement des religions à l'université catholique de Louvain de 1968 à 1991. Le fait que M<sup>gr</sup> Léonard passe son tour n'implique pas une disgrâce. Porte-parole de l'Église en Belgique, le père Scholtes a rappelé la règle tacite qui veut que tant que l'ancien archevêque et cardinal d'une province ecclésiastique

M<sup>gr</sup> Julien Ries



n'a pas plus de quatre-vingts ans et dispose donc toujours de son droit de vote, l'archevêque en place ne peut pas être créé cardinal. Ce qui est le cas. Le cardinal Godfried Daneels a soixante-dix-huit ans. ❑ Ch.H.B

## SUISSE

# Le Rafale en solde

BÉNÉFICIAIRE désormais des faveurs de New Delhi, la Rafale avait été recalé à l'automne dernier par le gouvernement suisse, qui lui avait préféré le Gripen suédois. Mais Dassault était revenu à la charge auprès de la Confédération. Selon la presse helvétique, l'avionneur français aurait fait aux parlementaires suisses une contre-proposition écrite de 370 millions d'euros moins chère que le Gripen, mais portant sur

dix-huit appareils au lieu des vingt-deux avions suédois prévus. Cette nouvelle offre serait assortie de prestations alléchantes pour les pilotes suisses : accès aux bases aériennes françaises toute l'année, utilisation des zones d'entraînement supersonique au-dessus de la Méditerranée. La décision définitive du Parlement fédéral ne devrait pas intervenir avant le mois de juin. ❑ G.C.M.



LIBYE

# De la dictature à l'anarchie

La chute du colonel Kadhafi n'aura pas suffi à pacifier la Libye, loin s'en faut. Privé de gouvernement, le pays semble plus que jamais livré aux passions tribales.

Ce qui se passe actuellement en Libye, à quelques encablures de l'Europe, dans un pays situé entre l'Égypte et la Tunisie, sur le point de passer sous le contrôle des islamistes, est réellement inquiétant, et ce n'est là qu'un euphémisme. On aurait pu penser que le sujet, en raison du rôle déterminant joué par la France dans le renversement du colonel Kadhafi, serait abordé au cours de la campagne électorale. Il n'est rien. Personne n'en parle, et pour cause : tout le monde, ou presque, a applaudi l'intervention franco-britannique sous couvert d'une interprétation très flexible de la résolution onusienne. Et, probablement, personne ne voudra en assumer les conséquences. Pas même BHL, disparu des écrans et des ondes !

## Messianisme illusoire

L'objectif était de préserver la population civile libyenne, surtout les habitants de Benghazi, de la répression des forces du dictateur et d'instaurer la démocratie dans le pays. On oubliait que la "démocratie" n'était, ne pouvait jamais être, l'aboutissement d'une révolution sanglante, surtout imposée par des forces étrangères. On ignorait le passé et les structures sociales du pays. Les forces d'intervention occidentales se sont, heureusement dégageées et ne sont plus présentes. Le chaos a remplacé la guerre et le sang coule partout. On évalue à plus de 30 000 le nombre de victimes des règlements de comptes entre factions rivales depuis la chute de la dictature. Les prisons sont pleines, on ne sait exactement plus de qui, et la torture y est la règle. Human Rights Watch, une ONG humanitaire américaine à l'indignation un peu moins sélective qu'Amnesty International, la dénonce avec force, tout comme Médecins sans frontières, qui a décidé de suspendre ses activités dans le pays.

À Benghazi, "capitale" de la révolution, la foule a envahi et dévasté le siège du CNT, gouvernement théorique du pays. Son vice-



Des rebelles libyens en octobre 2011 après la prise de Beni Oualid

président a été contraint à démissionner et aurait pris la fuite. L'insécurité est totale. À Tripoli, capitale supposée de la Libye, les milices se battent entre elles. Les quartiers changent de main d'un jour à l'autre. Ailleurs dans le pays, un dangereux morcellement tribal s'installe. Les services publics cessent de fonctionner. L'émigration massive vers l'Europe ne va pas tarder à reprendre. On a même observé, ici ou là, la réapparition de slogans en faveur de Kadhafi, dont les partisans auraient pris, au moins pendant quelques heures, le contrôle d'une cité d'importance, Beni Oualid, située à 170 kilomètres de la capitale. Les "autorités" ont déclaré qu'il s'agissait d'un différend tribal. Rien n'est moins sûr.

## Réserve occidentale

Que peut-il se passer désormais ? Une nouvelle intervention de forces internationales pour rétablir l'ordre et l'autorité est totalement exclue. Elle serait d'ailleurs aussi désastreuse que celle des forces des "coalitions" en Irak et en Afghanistan. Dans le climat économique et politique actuel, tout

le monde préfère, à Paris, à Londres, à Washington comme à Rome, que l'on parle le moins possible de la situation libyenne.

## Un CNT fantôme

Les élections promises et la mise en œuvre d'une constitution "démocratique" viennent d'être officiellement ajournées. Personne n'a protesté à Paris ni ailleurs. Après de qui protesterait-on ? Il n'y a pratiquement plus d'autorité et le CNT est de plus en plus une fiction. La Libye risque donc de se tribaliser, de retourner un siècle en arrière, de devenir une seconde Somalie, terreau de l'islamisme radical et de tous les excès. Une centaine de tribus et de nombreux clans pourraient se partager le territoire et se disputer ses richesses. À une dictature certes exécutable, mais qui maintenait la sécurité et l'unité du pays, assurait les services publics et était même susceptible d'évoluer, pourrait succéder une anarchie tribale sanglante, exportatrice du terrorisme islamiste et menaçante pour l'Europe. Quel immense gâchis ! ■

Pascal Nari

## CONGO Roman noir gare du Nord



LE CONGO VA MAL - celui qui a pour capitale Kinshasa. C'est un fait divers qui s'est produit à Paris qui l'atteste. À la sortie de la gare du Nord, alors qu'il se dirigeait vers une voiture qui l'attendait, un homme âgé, un Africain, se voit pris à partie par un groupe de jeunes noirs. Il est ta-

bassé, roué de coups. Les agresseurs s'éparpillent. On appelle les secours. Le blessé est transporté à Lariboisière.

Là, on découvre son identité : il s'agit de Léon Kengo wa Dondo, âgé de soixante-seize ans ; dans son pays, la République démocratique du Congo, il est, en sa qualité de président du Sénat, le deuxième personnage de l'État. À la dernière élection présidentielle, il s'était présenté contre Joseph Kabila en ne recueillant que 4 % des suffrages. Au premier

stade de l'enquête, on tend à attribuer l'agression à des jeunes de l'UDPS, le parti de Tshisekedi dont on sait qu'il s'est autoproclamé président de la République. Pourquoi des membres de l'opposition se seraient-ils attaqués à un autre opposant ? Sans doute parce que Léon Kengo a assisté à la prestation de serment de Joseph Kabila. Dans ce geste, on a pu voir un rapprochement entre les deux hommes. C'est en tout cas une hypothèse. Kengo a dit « pardonner à ses agresseurs ». ■ Ch.H.B.

## INTERVENTIONNISME

### La diplomatie française en péril ?

Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye... La France multiplie les entorses au respect de la souveraineté des États.

LES PRINCIPES et les fondements de notre politique étrangère ont été bouleversés ces dernières années. Quelles sont les nouvelles données de cette politique et quelles en seraient les conséquences ? Depuis fort longtemps, la diplomatie française était caractérisée par une forme de légalisme : elle observait un strict respect des normes et des principes du droit international public, impliquant le respect des spécificités nationales et identitaires des pays et celui de la souveraineté des États.

## Non-ingérence

Cela avait comme corollaire la non-ingérence dans leurs affaires internes et la sauvegarde des relations historiques de notre pays avec les entités auxquelles nous sommes liés par une amitié traditionnelle, voire naturelle. La France jouissait ainsi d'une respectabilité et devenait le garant de l'équité et de la stabilité politique au niveau international. De ce fait, la plupart des traités étaient établis en français, lequel fut la langue d'usage en diplomatie. Cela nous a permis de bénéficier d'un rayonnement qui s'est notamment manifesté par l'émergence d'un monde francophone, voire francophile. L'ancien secrétaire général des Nations Unies et de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Boutros Boutros-Ghali, prônait ce "monde" en soulignant que la francophonie n'est pas uniquement un phénomène linguistique mais un mouvement socio-politique regroupant les pays et les entités qui partagent les valeurs millénaires françaises, ceux qui y aspirent et ceux qui retrouvent en la France une puissance de recours en vue de sauvegarder l'équilibre international.

Ainsi, on retrouve l'influence culturelle, politique et idéologique de la France en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, etc. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons que le nationalisme de l'Action française a influencé divers mouvements nationalistes en Amérique (de l'Argentine jusqu'au Canada, en passant par le Mexique), en Europe et au Moyen-Orient (notamment le mouvement du Baath). Malheureusement, cette influence s'est progressivement épuisée avec le mondialisme et l'émergence de l'Union européenne qui ont affaibli la nation. À cela s'ajoutent les faiblesses et les hésitations internes dues aux différentes alternances du pouvoir républicain et le manque de volonté des politiques de maintenir le flambeau au niveau internatio-

nal mais aussi dans l'Outre-Mer. Le problème de la Nouvelle-Calédonie ou encore la situation aux Comores en sont l'illustration : Pierre Pujo a mené un long combat pour la préservation de Mayotte dans le giron de la France et a ardemment œuvré pour le retour d'Anjouan à la France...

Avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir, on assiste à un retournement de situation : les fondements de notre diplomatie connaissent un bouleversement dont les conséquences seront connues dans les prochaines années, voire dans quelques mois. L'atlantisme de Nicolas Sarkozy a aligné notre politique étrangère sur celle des États-Unis qui est sous l'influence de groupes de pression inhérents à la diplomatie américaine. Après avoir regretté, en septembre 2006, la non-intervention française en Irak, qui avait pourtant fait la quasi-unanimité dans la classe politique, il n'a pas hésité à avoir recours à ce moyen en Libye, sous l'impulsion de M. Lévy.

## Libyens en colère

La France commence à récolter les fruits de cette intervention dans un pays avec lequel elle n'a pas de liens naturels ou historiques : non seulement elle perd de sa crédibilité en intervenant dans un conflit interne, mais elle attire la haine chez bon nombre de Libyens. Les récentes manifestations à Tripoli, avec des slogans hostiles à la France, et l'assassinat d'un ancien soldat en témoignent. Les pays voisins de la Libye se détournent de la France malgré leur passé francophone, comme la Tunisie qui multiplie des contrats commerciaux avec les États-Unis, et l'Algérie qui fait de même avec la Chine. Cette dernière récupère également des marchés en Afrique subsaharienne, où notre présence et notre influence sont en recul considérable. Au Moyen-Orient, les prises de position contre le régime syrien de Bachar El Assad allaient porter les mêmes fruits. Elles sont devenues plus modérées et réfléchies depuis la mort du journaliste Gilles Jacquier, dans des circonstances obscures bien décrites dans *Le Figaro* du 20 janvier par Georges Malbrunot, qui accuse clairement les rebelles de son assassinat. Il a fallu attendre la mort de quatre de nos soldats en Afghanistan pour conduire Nicolas Sarkozy à annoncer vouloir revenir sur cette politique interventionniste, contraire aux principes traditionnels de notre diplomatie, à l'approche de l'élection présidentielle. □

Élie Hatem

□ PIERRE GILLIETH

## A. Boudard et sa France

Journaliste et écrivain, collaborant régulièrement à la « revue autonome de désintoxication idéologique » *Réfléchir & Agir*, Pierre Gillieth publie un hommage salubre et revigorant à Alphonse Boudard.



Pierre Gillieth

□ *L'Action Française 2000* - D'où vient votre intérêt pour l'œuvre d'Alphonse Boudard ?

□ Pierre Gillieth - J'avais jadis découvert Alphonse par *Mourir d'enfance* qui, finalement, est le moins boudardien de ses livres, tant il est atypique dans son œuvre, et retenu quant au style. Un peu comme le *Voyage au bout de la nuit* est presque le livre le plus classique et le moins célinien stylistiquement.

□ Quelles sont les principales caractéristiques de "sa" France ?

□ Je précise que "la France de" est le titre imposé de cette collection chez Xenia. Initialement,

ce livre devait s'intituler *Les Écoles buissonnières d'Alphonse Boudard*. Alphonse n'avait-il d'ailleurs pas intitulé sa *Comédie humaine* à lui *Les Vacances de la vie* ? La France d'Alphonse, c'est une France libre, libertaire, rebelle, croquant la vie par tous les bouts.

□ En quoi lire Alphonse Boudard revient-il à « prendre une leçon de vie » - et, sans doute, de liberté ?

□ Malgré toutes les épreuves traversées (guerre, prison, sanatorium, République des Lettres...), Alphonse a gardé un rire rabelaisien et une appétence de vie irrésistibles. Toute son œuvre est

une ode à la vie, un bras d'honneur à tous les gâte-sauces et à tous les pessimismes. Œuvre sublimée par tous les personnages bigarrés et cocasses croisés lors de ce sacré périple.

### Moraliste sceptique

□ Pour quelles raisons définissez-vous Boudard comme un « moraliste sceptique » ?

□ Boudard n'est pas Bossuet, La Rochefoucauld ou Chamfort. Mais le tragique de notre époque ne lui a pas échappé. Il a eu des mots très durs, cruels mais hélas très réalistes sur la Résistance (dont il fut un véritable acteur, ce qui rend ses critiques d'autant plus dures, comme celles d'un Jean Paulhan), sur le népotisme germanopratin, l'Église, le Nouveau Roman, Mai 68, l'immigration, la société de consommation... J'ajoute qu'il a probablement donné la meilleure définition du Français : « *Le Français, cette sécurité sociale dans le regard...* » À rapprocher de l'éclairante phrase de Proudhon qui comparait, un siècle plus tôt, le peuple français à « *un cochon endormi après une saillie* ». Malgré tout, le Boudard moraliste est enrobé d'une bonne dose d'éclats de rire. Boudard est un pessimiste joyeux et un auteur de très bonne compagnie ! ■

Propos recueillis par Louis Montarnal

✓ Pierre Gillieth, *La France d'Alphonse Boudard*, préface de Michel Déon, 144 p., éd. Xenia, 14 euros.

## CUISINE

### Recettes de nos terroirs



Petit prix, petit format pour ces carnets de recettes présentés sous solides couvertures cartonnées aux couleurs franches, illustrés de dessins en noir et blanc qui vous ouvrent les secrets de nos cuisines de terroir.

PREMIER et incontestable mérite de cette série, nous ne sommes pas là dans la grande gastronomie aux prix inabornables réclamant un savoir-faire professionnel mais dans le quotidien de nos régions autrefois. Ces plats typiques, roboratifs, sont de la cuisine familiale qui, sauf exception, ne coûtait pas cher à préparer et se trouvait à la portée de toutes les maîtresses de maison : une vraie cuisine de terroir, non revisitée, travaillant des produits locaux, parfois devenus introuvables car jugés trop modestes ou vulgaires.

Jacques Messiant vous emmène dans le Nord, entre terre et mer, où l'on apprécie autant moules et crevettes grises que chicons, où le maroilles se décline sous tous ses aspects, où la bière et le genièvre arrosent gibiers, viandes et volailles, un pays de sucres et de gaufres, de confitures et de gelées. Louis Le Cunff chante une Bretagne humble qui faisait la part belle aux poissons et coquillages. La viande

était plus rare, mais voici tout de même le gigot à la bretonne, le canard nantais, le poulet au cidre, le chou farci, diverses façons de préparer l'artichaut du Léon, et les lichouseries : crêpes, far, galettes, kouign amann...

Martine Nouet parle d'une Normandie opulente où ne manquait ni les produits de la mer ni ceux de la terre, tous généreusement arrosés de crème, cuits dans le cidre et accompagnés de pommes. Ce qui n'empêchait pas d'apprécier la bouillie de sarrasin ou la teurgoule, dessert au riz dont le seul défaut aujourd'hui est son temps de cuisson...

Même variété dans les préparations vendéennes de Lionel Guilbaud, quand poissons de rivière et de mer abondaient, et belles volailles, et veau et bœuf, mais que l'on savait se contenter de cochonnailles, voire de choux, mogettes et pommes de terre.

Marc Faivre vante les mérites d'une cuisine comtoise faite pour tenir au corps quand il fait froid, cuisine de paysans qui savaient le prix des choses et où trouver dans la nature de quoi remplir les assiettes. Grenouilles, poisson d'eau douce, fruits sauvages donnent lieu à d'étonnantes variations. ■ A.B.

✓ Jacques Messiant, *Carnet de recettes de Flandre et d'Artois* ; Louis Le Cunff, *Carnet de recettes de Bretagne* ; Martine Nouet, *Carnet de recettes de Normandie* ; Lionel Guilbaud, *Carnet de recettes de Vendée* ; Marc Faivre, *Carnet de recettes de Franche-Comté* ; Ouest-France, 125 p., 8 euros.

EVELYN WAUGH

## Aristocratie et catholicisme

Représentant éminent de la langue et de l'humour britanniques, Evelyn Waugh était scandalisé par la décadence à l'œuvre dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

LES ÉDITIONS Robert Laffont republient un à un les romans d'Evelyn Waugh, le grand écrivain satirique anglais. Ce qui nous donne l'occasion de nous repencher sur cette figure majeure du renouveau littéraire catholique d'Outre-Manche. La satire est un genre assez peu pratiqué chez nous, sans doute parce que nos auteurs sont trop respectueux des pouvoirs établis ou qu'ils n'ont pas, comme les romanciers britannique, une société aristocratique avec ses us et coutumes, ses règles, son code, son étiquette et sa ménagerie sous les yeux, quoique sur son déclin et parce que sur son déclin, dont ils eussent pu peindre les excentricités.

### D'une noblesse à l'autre

L'œuvre romanesque d'Evelyn Waugh (1963-1966) est un pur produit de la société aristocratique britannique de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Bien que n'appartenant pas par la naissance aux couches supérieures de cette société, il la fréquenta d'assez près, d'abord à Oxford où il termina ses études, puis dans les clubs et les salons londoniens, plus ou moins intellectuels, enfin aux mess d'officiers durant la Deuxième Guerre mondiale, pour en être le portraitiste et le satiriste idéal, étant à la fois dehors et dedans.

Il fit même mieux que de la peindre, il s'y identifia au point de finir par tenir pour lui-même ce rôle d'aristocrate conscient de responsabilités que ceux qui l'étaient de naissance n'étaient plus capables d'assumer. Et comme si de s'anoblir lui-même ne suffisait pas, il se fit aussi catholique, comme Frederic Rolfe avant lui, lequel, se voyant refuser par les autorités ecclésiastiques de son pays l'accès au sacerdoce, imagina dans un roman autobiographique de se peindre sous les traits d'un pape de fiction tenant à la fois de saint François d'Assise, de Savonarole et d'Alexandre Borgia. Evelyn Waugh se situe au carrefour de deux traditions : celle du dandysme excentrique héritée de Wilde et de Firbank, qu'il illustra dans la première moitié de son œuvre, entreprise sous le signe de la frivolité esthète et décadente, et celle du sérieux newmanien et chestertonien, qu'avaient déjà cultivée Maurice Baring et Mac Kenzie, et qu'il développa à partir de *Brideshead Revisited* écrit juste à la fin de la guerre.

Humour donc, et du plus noir, celui qui provoque le fou-rire ou vous laisse interdit en fai-



sant refluer les mots dans la gorge pour la première partie de son œuvre. Mais humour par défaut, par nécessité et par désespoir. La perte étant celle de l'innocence et de la foi. L'humour est une denrée de substitution que secrètent les organismes désespérés et exsangues. L'humour est la dernière cartouche de l'honnête homme scandalisé et enragé par ce qu'il voit. Et ce qu'il voit, c'est la disparition des valeurs nobles, la décomposition d'une société et la destruction sataniquement programmée des âmes et des corps. On ne parlait pas encore de déconstruction ! Mais une décomposition peut aussi donner à rire. Et quel rire ! Car Waugh a l'œil et le trait. Et dans sa rage à la Swift, il le charge et le noircit encore.

### Le masque du démon

Mais l'humour est aussi un masque, le masque du démon. L'Anglais a acquis l'humour quand il a perdu la joie, l'innocence et la foi médiévales. Nous avons nous aussi Français, fils de la Révolution et du rationalisme, perdu foi, innocence et joie. Et nous n'avons même pas gagné l'humour et le rire en retour... La foi, le gin, l'exercice de son art et une correspondance soutenue avec son amie la romancière et historienne Nancy Mitford, furent les principaux soutiens de Waugh. Et Dieu, abrégant ses dégoûts, l'enleva à l'affection des siens à l'âge raisonnable de soixante-trois ans. □

Gérard Joulie

✓ Evelyn Waugh, *Une Poignée de cendres*, Robert Laffont, 392 p., 8,90 € ; *Ces corps vils*, 342 p., 8,90 € ; *Le Cher Disparu*, 175 p., 7,90 € ; *Retour à Brideshead*, 606 p., 10,90 € ; *Grandeur et Décadence*, 314 p., 8,90 €.

✓ La version longue de cette étude se trouve sur le site Internet de l'Action française : <http://www.actionfrancaise.net>

## LIVRES

## BD : art ou propagande ?

Le salon de la bande dessinée d'Angoulême permet de se pencher sur un mode d'expression littéraire parfois remarquable mais qui véhicule souvent une vision du monde et de l'histoire très particulière.

Jacques Martin restera le créateur d'Alix, jeune Gaulois contemporain de César qu'il promena aux quatre coins de l'empire romain, reconstitué avec une rare *maestria*. Il initia cependant d'autres séries historiques, entre autres les aventures de Jhen censées se dérouler dans les années 1430-1440. Faute d'avoir lu les premiers tomes, je ne puis dire si Thierry Cayman et Hugues Payen, ses continuateurs, sont demeurés fidèles à l'esprit de la fiction primitive, mais ce dixième album, *Le Grand Duc d'Occident*, prend d'emblée une tournure ésotérique et sombre assez déplaisante. Jhen, le héros, maître maçon détenteur de savoirs secrets, passé au service de Gilles de Rais, revient de Venise, porteur d'un grimoire réputé magique destiné au maréchal, mais les périls de la mer conduisent la nef à Bruges où, à peine Jhen débarqué, le manuscrit lui est dérobé. Ses soupçons se portent sur le duc Philippe de Bourgogne.

De Martin, reste la reconstitution méticuleuse, mais sombre et inquiétante, de la cour bruxelloise. En ressort une image d'un Moyen Âge expirant en rupture avec l'ordre chrétien, fasciné par la magie, le satanisme, les sociétés secrètes, le tout utilisé pour contrôler le pouvoir. Que Prelati, clerc dévoyé qui initia Gilles de Rais au satanisme et à la pédophilie, tienne là un rôle important, est révélateur. Rien d'innocent dans ce choix et cette description, qui s'inscrivent dans un courant général d'hostilité marquée à la foi catholique, ses dogmes et ses autorités. Peu de séries y échappent.

## Le bon grain et l'ivraie

Prenons au hasard *Les Éphémérides perdues*, premier volet de *L'Astrolabe de glace*, scénario de Luca Blengino, dessins, somptueux, d'un peintre italien, Antonio Palma. Soliman le Magnifique veut récupérer à n'importe quel prix un ouvrage disparu de la bibliothèque impériale lors de la chute de Constantinople ; ce traité, œuvre d'un astronome persan, contiendrait les secrets de l'univers. Il se trouverait entre les mains du pape Clément VII. Bashir Hafez, jeune mathématicien égyptien, est tiré de prison afin d'aller à Rome récupérer l'instimable ouvrage. C'est compter sans les reîtres du connétable de Bourbon venus assiéger la ville...

Aucun poncif n'est épargné : Église corrompue jusqu'aux os, pape ignoble, islam lumineux et tolérant, détenteur de la vraie sagesse et de la vraie science. Mais il y a les illustrations, éblouissantes, d'un véritable artiste excellant aussi bien à peindre Rome,



Venise, Alexandrie, que des visages, laids ou beaux, mais tous à cent lieues des caricatures ordinaires du genre.

## Chasse au trésor

Le contraste est frappant avec le dessin de la série *Le Sang des Porphyre* de Yann Balac et Joël Parnotte. Aux environs de Saint-Malo, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Konan Porphyre, évadé du bagne où il fut envoyé enfant après la pendaison de sa famille de naufrageurs, revient avec l'espoir de remettre la main sur le trésor que son père aurait caché avant de mourir. Mais une sombre malédiction plane sur les siens et bien des gens les poursuivent d'une haine agissante. Il y a de l'inspiration dans cette histoire ténébreuse et violente, secouée de tempêtes, drames, maléfices, secrets et monstres. Mais, là aussi, l'important est de peindre une société arriérée, dominée par des superstitions tantôt païennes, tantôt vaguement chrétiennes, une noblesse cruelle, un ordre social impitoyable, et peu importe que cet univers cauchemardesque n'ait aucune espèce de réalité...

Un monde heureusement balayé par les Lumières, comme le rappelle une série signée Pierre Boisserie et Héloret, *Eastern*. Guillaume Montbrun, jeune Breton à la tête chaude, doit, en 1825, quitter la France afin d'échapper à de mystérieux ennemis. Sa fuite le pousse vers la Russie, accompagné de deux demoiselles délurées qui semblent en savoir plus long que lui sur leur

destination. Un "eastern", c'est un *western* qui se passe loin vers l'Est, évidemment. Lancé sur les traces d'un régiment perdu de la Grande Armée, Montbrun lampera la vodka comme ailleurs le whisky, se bagarrera avec des moujiks plutôt que des *cow-boys*, chevauchera sans répit et fera le coup de feu : toutes les lois du genre sont respectées. Sans que l'on oublie en route l'éloge appuyé de l'idéal révolutionnaire et la critique des pouvoirs monarchiques encore en place. Que Guillaume Montbrun soit un personnage picaresque drôle et sympathique contribue à incliner le lecteur de son côté...

## Angleterre victorienne

Revenons au surnaturel avec *La Madone de Pellini* de François Rivière et Riccardo Federici. Médium, Nora de Wing disparaît à l'issue d'une séance de spiritisme pour réparaître, amnésique, dans un orphelinat londonien, avec des papiers italiens. Persuadés que Nora et Antonia sont une seule et même personne, ses amis, l'écrivain Henry James et le peintre Guibilati, découvrent qu'elle est aussi le sosie du modèle qui posa pour la Madone de Pellini. Or, selon la légende, le peintre, assassiné avant d'avoir achevé sa toile, n'aurait jamais trouvé le repos, ni son assassin, décidé par delà les siècles à empêcher que soit jamais terminé le chef d'œuvre d'un rival honni.

Là encore, le talent du dessinateur italien qui excelle, à travers des planches d'une sombre et prenante beauté, à rendre l'atmo-

sphère de l'Angleterre victorienne, sublime une histoire qui se veut hommage aux nouvelles fantasmagories de James pleines de fantômes et d'âmes en peine. Ce qui reste au terme de la lecture ? La croyance en la réincarnation...

## Chamanisme

Réincarnation, évocation des esprits, chamanisme : voilà les clefs d'une autre saga, *La Croix de Cazenac*. Du même auteur qu'*Eastern*, Pierre Boisserie, illustrée par Éric Stalner et Siro, elle en constitue le dénouement, à un siècle d'écart et sur un ton dramatique très différent. Détentricesse du secret d'une cité perdue de Sibérie, et de puissants pouvoirs chamaniques, la famille Cazenac doit, pour y accéder, réunir quatre croix magiques, et quatre grands chamanes. Mais une mystérieuse société secrète allemande n'a jamais reculé devant rien afin d'arriver la première à la cité perdue. Cela ressemble à *Indiana Jones*, avec une dimension ésotérique plus appuyée, qui véhicule des croyances obscures et des pratiques dangereuses. Voilées par l'incontestable rythme d'un récit bien mené aux nombreux rebondissements, et une reconstitution historique d'une grande qualité graphique...

Tout est bon qui attaque le christianisme. Dal Pra-Grella s'en souvient, qui illustre avec *L'Ombre du temps* une sottise un temps à la mode, selon laquelle le Christ aurait, avant le début de sa prédication, longuement étudié dans un monastère bouddhiste d'où il aurait tiré l'essentiel de sa doc-

trine avant d'y retourner après une parodie de crucifixion... Blasphème ? Ceux des personnages qui s'avisent de le dire sont aussitôt dépeints en dangereux fanatiques hostiles à la science et à la vérité, comme tous les chrétiens, et, horreur, en partisans du maccarthysme puisque l'histoire est censée se dérouler dans les années cinquante. Ce n'est pas le moindre paradoxe d'une histoire qui dénonce la chasse aux Rouges en Amérique, et les tueries de lamas tibétains par les communistes chinois... C'est que le lama est respectable en proportion du mépris qui entoure le clergé catholique et ses fidèles. Le professeur Bauer pourra-t-il ramener en Occident la preuve, découverte au péril de sa vie, de l'imposture chrétienne ? Le graphisme prenant et contrasté de l'album contribue fortement, une fois encore, à faire passer le message.

## Les secrets du Vatican

Chacun sait, depuis le *Da Vinci Code*, combien l'Église, espèce de mafia bimillénaire, excelle à faire taire les détenteurs de la vérité... Elle en a les moyens, financiers et techniques ! Yves Sente et François Boucq vous en dévoilent l'une des facettes, celle des douze Janitores, sans rapport avec les Portiers de jadis, agents ultra secrets chargés de la protection du pape, de la Curie et du Vatican ; chargés aussi de la protection d'intérêts fort éloignés de ceux de la foi. Vince, jeune Américain rompu aux arts martiaux, en quête de sa véritable identité et d'un jumeau disparu, est un Janitor. Sa mission ? Démasquer le haut prélat qui livre des informations ultra sensibles à un réseau terroriste islamique. Les services de renseignement du Vatican font partie des fantômes en vogue dans un monde qui, totalement ignorant des réalités du catholicisme, préfère adhérer à des légendes noires propres à justifier sa détestation du christianisme. Il est pourtant difficile de croire au personnage, à son rôle et ses activités. On l'oublierait presque parce que Boucq dessine une Rome rayonnante qui suffirait, pour les amoureux de la Ville éternelle, à faire passer tout le reste. ■

Anne Bernet

✓ Thierry Cayman, Hugues Payen, Jacques Martin, *Le Grand Duc d'Occident*, Casterman, 48 p., 10,40 € ; Luca Blengino et Antonio Palma, *L'Astrolabe de glace*, tome I, Delcourt, 56 p. plus cahier graphique, 14,30 € ; Yann Balac et Joël Parnotte, *Le Sang des Porphyre*, tome II, Konan, tome III, *Gwémon*, Dargaud, 48 p., 13 et 13,50 € ; Pierre Boisserie et Héloret, *Eastern*, tome III, *Oural*, Dargaud, 48 p., 13 € ; François Rivière et Riccardo Federici, *La Madone de Pellini*, tome II, *L'Orphelinat de Rosewood*, Delcourt, 48 p., 12,90 € ; Pierre Boisserie, Éric Stalner et Siro, *La Croix de Cazenac*, tome X, *La Dernière Croix*, Dargaud, 48 p., 13 € ; Dal Pra-Grella, *L'Ombre du temps*, Robert Laffont, 56 p., 13,95 € ; Yves Sente et François Boucq, *Le Janitor*, tome III, *Les Revenants de Porto Cervo*, Dargaud, 48 p., 13,50 €.

□ ROMAN

## Passions irlandaises

La proclamation de la paix en Irlande s'accompagna de l'éclatement de vérités douloureuses. Empruntant largement à la réalité, un roman illustre les soubresauts douloureux de la guerre d'indépendance.



Killybegs, le village natal du héros

Avec *Retour à Killybegs*, Sorj Chalandon signe un des romans les plus forts de ces derniers mois. Un roman ? Certes, mais ici la fiction emprunte à la réalité à un point tel que l'on ne distingue plus très bien le territoire incertain où l'une et l'autre se chevauchent. Toutes deux recouvrent l'histoire passionnée, cruelle, déchirante et déchirée de l'Irlande.

### Une icône de l'IRA

*Retour à Killybegs* fait suite à un premier récit, *Mon traître*. Les deux livres parlent de Tyrone Meehan, un militant de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise. L'homme est une icône du nationalisme irlandais. Dans la vie réelle, ce personnage s'appelait Denis Martin Donaldson. Il avait rejoint l'IRA dans les années soixante, avant que se déclenche « *the troubles* », comme il est d'usage de nommer la guerre civile qui ensanglanta l'Irlande du Nord. Rien qu'entre 1969 et 2003, elle fit plus de 3 600 morts et près de 48 000 blessés. Les deux récits de Chalandon retracent ce conflit et son contexte. Ils disent l'injustice sociale. Celle qui affame et humilie la minorité catholique. C'est une fresque où s'animent des acteurs de tous âges. Les enfants sont présents, broyés par la misère et la violence. Très jeunes, comme Donaldson devenu Meehan dans le roman, ils font leurs premières armes dans les Fianna, scouts nationalistes. Ils sont les auxiliaires de l'IRA. Leurs mères, pour beaucoup, appartiennent à Cumann na mBan, l'organisation des femmes combattantes. Le roman est émaillé de scènes où la guerre, le bruit et la fureur qu'elle amène sont au coin de la rue, au seuil des maisons des ghettos catholiques. Tyrone Meehan est un homme respecté, écouté, obéi, comme le fut Donaldson. Jusqu'à ce 10 avril

1998 où fut signé l'accord du Vendredi saint. La paix à laquelle on ne croyait plus était là. Est-ce pour ne pas faire mentir l'épithète de perfide qu'Albion ouvrit ses dossiers ? Elle révéla qu'elle avait infiltré l'IRA et que parmi ses agents, ces « traîtres », il y avait Denis Martin Donaldson. Il comparut devant ses pairs. La paix étant signée, l'IRA le laissa libre. Libre et sans protection. Libre de se faire tuer. Il revint, seul, s'établir dans la ville de son enfance, Killybegs. Couvert d'opprobre par les siens, même si sa femme, envers et contre tous, lui demeure fidèle.

### Tragique émotion

Il sait ce qui l'attend. Il ne fuit pas. Il « les » attend. Ils viendront un après-midi. On retrouva son corps « *couché sur le ventre, dans le salon, devant la cheminée* ». On sut quelques années plus tard l'identité des tueurs. Ils appartenaient à une faction de l'IRA qui refusait la paix. Ils étaient deux. L'un avait soixante-neuf ans, l'autre trente et un. Tous deux cagoulés. Ils ont raconté la scène : « *Il n'a pas eu l'air surpris de nous voir. Il n'a pas crié, imploré. Il a tenté de s'enfuir vers la chambre, il a glissé et il est tombé. Il était au sol quand nous avons exécuté la sentence.* » L'avouerai-je, l'œuvre de Sorj Chalandon m'a saisi, ému, bouleversé. Pour ce qu'elle est, mais aussi parce que les circonstances m'ont permis d'entrouvrir la porte qui donne sur la tragédie irlandaise. Je ne relaterai ici que deux « moments », l'un et l'autre ressentis intensément. Il y a bien des années, j'ai rencontré chez elle la sœur de Michael Collins. Près de Galway, dans le petit logis où elle habitait bien modestement. Elle me montra le stylo avec lequel son frère avait signé le traité de partition laissant à la Grande-Bretagne les six comtés à majorité

protestante, Antrim, Armagh, Derry, Down; Fermanagh et Tyrone. En signant, Michael Collins eut ces mots : « *Avec ceci je signe mon arrêt de mort.* » Au cours de la guerre civile, les partisans d'Eamon De Valera le tuèrent lors d'une embuscade. La sœur de Collins était persuadée que De Valera se trouvait sur les lieux. Rien ne confirme sa version.

### Les prisonniers en grève de la faim

L'autre « moment » de mon « intrusion irlandaise » se situe au début des années quatre-vingt, lors des grèves de la faim à la Maze prison. Les prisonniers de l'IRA refusaient d'endosser l'uniforme des prisonniers de droit commun et exigeaient d'être reconnus comme prisonniers politiques. Pour cela, les uns après les autres, ils entamèrent une grève de la faim qui ne fit pas fléchir l'« Iron lady », la dame de fer, Margaret Thatcher. Même après que Bobby Sands fut élu à Westminster. Elle le laissa mourir. Les fonctions et charges qui, à l'époque, étaient les miennes, me permirent de visiter la Maze prison. J'y ai rencontré celui qui avait pris la suite de Bobby Sands. Il était au vingtième jour de sa grève de la faim. Émacié, il gardait une détermination intacte. Il me l'a dit. Il est mort après cinquante-neuf jours. Il avait vingt-cinq ans. Fidèle à cet hymne que ses compagnons et lui sifflaient devant les blindés britanniques, *God save Ireland*, comme l'avait fait Tyrone Meehan ou Denis Martin Donaldson, « mon traître » revenu à Killybegs. ■

Charles-Henri Brignac

✓ Sorj Chalandon, *Retour à Killybegs*, Grasset 336 pages, 20 euros.

### IN MEMORIAM

## Georges Souville

NOUS AVONS APPRIS avec regret le décès de notre ami et fidèle abonné M. Georges Souville, survenu le 9 janvier 2012 à Aix-en-Provence, muni des sacrements de la Sainte Église. Ses obsèques ont été célébrées le jeudi 12 janvier en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence et l'inhumation a eu lieu le 14 janvier, après la messe de 10 heures en l'église d'Andouillé (Mayenne). Préhistorien de très haut niveau, directeur de recherche au CNRS, il fut l'auteur de *L'Atlas préhistorique du Maroc* et dirigea la revue *Antiquités africaines*. Georges Souville était secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles Lettres d'Aix-en-Provence. Il était également membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer. Il joua aussi un rôle discret mais efficace dans le domaine des idées royalistes. Avec l'historien Victor Nguyen, il organisa à l'Institut d'Études politiques d'Aix les colloques « Charles Maurras ». Entre

1968 et 1983, ces réunions d'universitaires et de compagnons de l'AF ouvrirent la voie, pour la première fois après la guerre, à des travaux dépassionnés sur les idées et le mouvement royalistes. Les communications réunies dans les *Études maurrassiennes* sont des références importantes pour comprendre notre courant de pensée. Il fut secrétaire général du Centre Charles Maurras et administrateur secrétaire général des Amis de la Maison du chemin de Paradis. Homme d'une grande érudition et d'une très grande gentillesse, Georges Souville a participé aussi longtemps que sa santé le lui a permis à toutes les manifestations royalistes de la région provençale. Il était également chevalier de l'ordre souverain de Malte, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, grand maître honoraire des confréries de pénitents de France et de Monaco. Avec l'assurance de nos prières pour notre ami, nous présentons nos condoléances émues à M<sup>me</sup> Georges Souville, son épouse, M. Pierre Souville, son frère, ainsi qu'à ses neveux et nièces et à toute sa famille. □

### IN MEMORIAM

## François-Marie Algoud

Catholique fervent, pourfendeur de la dérive des mœurs, François-Marie Algoud était aussi un lecteur insatiable de Maurras.

FRANÇOIS-MARIE ALGOUD s'est éteint le 5 janvier 2012. Il fut un porteur d'espérance, comme, au temps des invasions barbares du IV<sup>e</sup> siècle, tant de laïcs et de clercs qui préparèrent par leur ténacité la renaissance de la civilisation... L'espérance de François-Marie Algoud n'était pas un béat optimisme ; elle se nourrissait d'une foi catholique chevillée au cœur et au corps et que venait renforcer la lecture quotidienne de Maurras, qu'il saluait comme un professeur de persévérance dans l'adversité, à l'instar des Capétiens. Maurras entretenait la jeunesse d'esprit de son disciple comme on a pu le constater au dernier banquet d'Action française à la Mutualité en 2007 où il reçut une longue ovation.

### Désiré Duttonnerre

Notre ami avait d'abord mené une campagne acharnée contre l'avortement et la pornographie. Il signait alors ses pamphlets du nom de Désiré Duttonnerre. C'est ainsi qu'il créa, dans les années quatre-vingt, le cercle de la Cité vivante devenu plus tard l'Œuvre chrétienne de la Cité vivante, luttant toujours très vigoureusement contre les incitations à la perversion des mœurs. Toutefois, il ne dénonçait pas seulement ces aberrations du monde moderne ; il en désignait la responsable : la démocratie, qu'il appelait « démoncratie », car elle pervertit la culture et fait progresser le satanisme. Pour épargner à la jeunesse les miasmes de la décrépitude religieuse et morale, François-Marie Algoud, véritable semeur de sainteté, donna l'exemple de deux mille jeunes saints, jeunes témoins, de leur foi de toujours et de maintenant, deux mille jeunes qui, à moins de trente ans, ont servi jusqu'à l'héroïsme



la foi et la patrie, chacun ouvrant une véritable porte vers le Ciel à nos yeux trop souvent blasés.

Algoud revenait toujours à Maurras qui nous apprend à penser clair et marcher droit et auquel, outre de bonnes émissions à *Radio Courtoisie*, il aura élevé un monument : les trois tomes d'*Actualité et présence de Charles Maurras*, notamment le tome III consacré au *Grand siècle de l'Action française*, faits chronologiques marquants de l'histoire de notre mouvement et de la France de 1859 à nos jours. Ayant eu l'honneur d'écrire la préface de ce beau livre, je disais que chacune de ces dates était comme un battement de cœur de la France chrétienne. Aujourd'hui, c'est le cœur de François-Marie Algoud qui s'est arrêté de battre ; il ne nous laisse pas seuls. Son exemple et son œuvre sont toujours là pour, avec la grâce de Dieu, entretenir en nous la vaillance de la jeunesse. Vive Dieu ! Vive le roi ! □

Michel Fromentoux

✓ L'essentiel de l'œuvre de François-Marie Algoud a été publiée aux éditions de Chiré. On peut s'en procurer quelques exemplaires à nos bureaux.

## PHILOSOPHIE

## Frénésie de la modernité

Faut-il « être absolument moderne », comme le prétendait Arthur Rimbaud dans *Une saison en enfer* ? Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour freiner le "progrès" nourri par la soif de nouveauté.



On croyait l'idéologie du progrès dépassée, mise à mal par deux guerres mondiales qui semblaient sorties du ventre fécond d'une modernité pourtant idolâtrée par les élites intellectuelles et politiques françaises depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. C'est oublier que le progressisme est intimement lié au système de valeurs de notre modernité : à la démocratie considérée comme processus, à l'individualisme qui lui est consubstantiel et à tout l'héritage révolutionnaire de la "tabula rasa". Comme le voyait très bien le maurassien Pierre Lasserre en 1907, « en même temps que le dénigrement du passé civilisé, le messianisme révolutionnaire imposait à ses sectateurs l'idolâtrie de l'avenir ou religion du progrès » (*Le Romantisme français - Essai sur la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIX<sup>e</sup> siècle*).

Tout un pan de l'écologie politique témoigne ainsi d'une résurgence de cette idéologie qui mêle optimisme aveugle et foi dans une science toute-puissante et prométhéenne. Sortir de la crise libérale ? Demandons plus de libéralisme ! Sortir de la crise européenne ? Demandons plus d'Europe ! Sortir de la nuisance de la technique ? Demandons plus de technique encore ! Il faut plus, toujours plus, et s'ancrer dans une perspective d'avenir. Aller de l'avant, voilà le mot d'ordre de la modernité. Et surtout ne jamais poser son regard sur le rétroviseur.

Dans un texte publié le 29 novembre 2011 dans *Le Monde*, « Réussir la transition énergétique », le candidat à l'élection présidentielle François Hollande commençait en ces termes : « Le rôle de la politique, ce n'est pas

de faire peur pour ne rien changer, c'est de changer pour vaincre la peur. Ce n'est pas de prolonger le passé, c'est d'engager le futur. » Le même homme nous dit quelques lignes après : « Cette mutation prendra du temps - trois quinquennats. » Voilà un paradoxe qui saute aux yeux, malheureusement commun à toutes nos prétendues élites républicaines. Penser la rupture d'avec le passé, c'est concevoir une discontinuité qui ne sied pas à la politique. Celle-ci a en effet besoin de temps, d'un temps long pour mettre en place des réformes de grande ampleur et dont les résultats sauront durer. De grands projets nécessitent plusieurs années, parfois plusieurs décennies, et c'est d'autant plus vrai pour la question écologique.

## Jeunesse orgueilleuse

Notre pays n'est pas un terrain vierge sur lequel on pourrait bâtir à volonté. Il possède des traditions, une culture, une Histoire qui nous a forgés, qui communique avec nous et qui participe de notre être. Penser une politique à travers le prisme unique de la nouveauté, c'est considérer que nos ancêtres n'ont rien à nous dire et croire, dans notre orgueil, à une autonomie complète de chaque génération. Dès lors, tout projet politique de long terme est vain, chaque président républicain forgeant son discours sur le concept de "rupture", tout en sachant que celle-ci ne sera qu'éphémère, jusqu'à l'élection du prochain président, cinq ou dix ans plus tard... Plus encore, les ministres changent parfois tous les ans et les réformes ne cessent de s'accumuler et de s'annuler les unes les autres, leur laissant à peine le temps

d'agir et de se mettre en place. La frénésie du nouveau, phénomène général présent dans tous les domaines de la société (pensons également à l'art ou à la littérature, par exemple), semble bien constituer l'un des éléments de définition de notre modernité depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Les classiques pensaient le Beau et le Bien dans le respect des Anciens et la continuité ; les modernes, eux, se jettent en avant et n'aperçoivent plus de valeur que dans la nouveauté, dans l'inédit. Pourtant, ces classiques ne nous sont pas étrangers. Ils transcendent les siècles et leur voix nous dit encore quelque chose de nous-mêmes. « Il y a donc une alternative », comme l'a rappelé Paul Jorion dans *Le Monde Économie* du 28 novembre 2011 : « Proclamer comme on le fait que la médiocrité et l'échec présents reflètent fidèlement la nature profonde de l'espèce humaine est une insulte. L'Histoire a montré que l'on peut faire mieux. [...] Le temps est venu de rendre la parole aux philosophes authentiques. »

## La voix de nos pères

Ce rappel de l'Histoire, cette écoute de la voix de nos pères, c'est en somme ce que Charles Maurras appelait l'empirisme organisateur et qu'il résumait ainsi dans *Mes idées politiques* : « la mise à profit des bonheurs du passé en vue de l'avenir que tout esprit bien né souhaite à son pays ». C'est cette méthode que la politique française devrait se réapproprier, pour conclure avec elle que la solution à la crise de temporalité que vit notre époque moderne est un changement institutionnel : une monarchie héréditaire, permettant à une famille de garantir la continuité nécessaire à la stabilité du pays et à la résolution des enjeux politiques actuels.

« Les imbéciles [...] préfèrent s'en remettre au temps. La civilisation du jour est nécessairement supérieure à celle de la veille et celle du lendemain lui sera nettement supérieure pour la même raison. Si les hommes ne s'y trouvent pas à leur aise, et s'y dévouent entre eux comme des rats dans une ratière, c'est que la civilisation n'est pas celle d'aujourd'hui mais de demain ou d'après-demain ! L'homme est en retard sur le calendrier, voilà tout. Eh bien ! Nous en avons assez de ces bêtises ! » (Georges Bernanos, *La liberté pour quoi faire ?*, 1953) ■

Dimitri Julien

1 - Ici au sens heideggerien du terme : la prise en considération des moyens à l'exclusion des considérations sur les fins.

## G. DE TANOÛARN

## À qui appartient Jeanne ?

NOUS CÉLÉBRONS cette année le sixième centenaire de la naissance de Jeanne d'Arc, officiellement le 6 janvier 1412 à Domrémy. Le président Sarkozy s'est rendu sur place ce jour-là, mais Jeanne d'Arc ne faisait pas partie de la liste officielle des commémorations prévues pour 2012. Motif ? C'est un personnage religieux. Il ne peut pas être célébré par la République laïque. Cette contradiction pratique offre une nouvelle occasion de nous demander : mais à qui appartient Jeanne d'Arc ?

Est-elle aux catholiques ? Mais c'est la sainte Inquisition qui l'a conduite au bûcher et il a fallu attendre 1920 pour que l'Église la déclare sainte. Près de cinq siècles de retard !

## Rivale de Marianne

Est-elle aux Français ? Ce n'est évidemment pas pour rien qu'on l'appelle "la sainte de la patrie". Ce n'est pas pour rien non plus qu'elle est apparue comme l'incarnation féminine de la France, rivalisant avec Marianne, comme un être de chair et de sang peut rivaliser avec une abstraction. Indiscutablement : avantage à Jeanne d'Arc. N'empêche : il a fallu du temps à l'État pour qu'il reconnaisse cette héroïne comme sienne. Charles VII, quant à lui, fut sans doute presque soulagé d'apprendre sa capture et il ne mit pas tout son poids dans la balance pour la récupérer. Par la suite, Jeanne est honorée de façon continue à Orléans, qui, jusqu'à aujourd'hui, peut être appelé "sa" ville, qu'elle a délivrée et qui s'en souvient. Mais dans l'histoire politique française, force est de reconnaître qu'elle ne pèse pas lourd. Un Bossuet, dans son *Cours d'histoire de France à l'attention du Grand Dauphin*, évoque « sa si rare vertu » et vante son habileté au combat, mais on sent bien que la nature de sa mission lui échappe. Il ne dit rien du caractère décisif de son intervention. Il considère sa participation si brève comme purement circonstancielle. Est-elle au peuple ? On peut dire qu'elle est du peuple. On peut souligner qu'elle ne perdait pas une occasion d'affirmer : « J'ai été envoyée pour la consolation des pauvres et des indigents. » Elle courait sus aux écorcheurs et autres bandits, membres des grandes compagnies qui mettaient le pays en coupe réglée, mais on ne peut pas dire que son projet soit un projet populiste. Est-elle aux femmes, comme l'une de celles qui auraient fait exploser les barrières sociologiques entre les deux sexes ? « Je ne crains femme de Rouen pour filer ou pour coudre », déclare Jeanne à ceux qui auraient envie de la voir comme un garçon.



Depuis que nous avons décidé, avec Éric Letty et Anne-Cécile Foubert, de proposer à qui veut de vivre 2012 "avec Jeanne" ([www.avecjeanne.fr](http://www.avecjeanne.fr)), je dois dire que je suis surpris du rayonnement de Jeanne à l'étranger : cela va des mangas japonais à l'opéra russe de Tchaïkovski. Le plus beau livre sur Jeanne est écrit par un Américain, Mark Twain, qui considère lui-même *Le Roman de Jeanne d'Arc* comme son chef d'œuvre.

En réalité, ce qui frappe, lorsque l'on étudie ce personnage unique, c'est sa solitude. Elle n'est pas soutenue par son roi, elle est condamnée par son Église... Cela contraste avec l'unanimité de l'hommage qui lui est rendu après sa mort. À cause de sa solitude, on peut dire que Jeanne n'appartient à personne. À cause de l'hommage qui, aujourd'hui, la sublime, on peut dire que Jeanne appartient à qui se hausse aux dimensions de son génie spirituel.

En elle, l'intérêt particulier de la patrie coïncide avec la revendication la plus élevée, celle du droit et de la légitimité, celle de l'humanité à travers le respect du "droit des gens"... Elle est une Antigone de l'histoire de France, mais une Antigone, qui, jusque sur son bûcher, réussit à imposer à ses ennemis sa mission de "vierge et mère de l'ordre". Son intervention n'est pas symbolique, comme est purement symbolique l'action de l'Antigone de Sophocle, tentant d'enterrer ses deux frères malgré la barbarie de Créon. L'Antigone chrétienne est toujours une Antigone qui réussit, une Antigone qui change la face de l'histoire. « Va, va fille de Dieu, Dieu t'aidera » disent les voix de Michel, de Catherine et de Marguerite, saints tous les trois. Jeanne a cru et a suivi ses voix. Dans la *Jeanne au bûcher* de Paul Claudel, on peut entendre sa réponse. Elle déclare sur son bûcher : « Je vas ! Je vas ! Je suis allée ! C'est fait ! Je le tiens par la bride ! Je ramène mon gentil roi ! Je le ramène à travers la forêt ! Je le ramène à travers la France ! » Jeanne, Antigone chrétienne, est le signe donné aux cœurs droits que l'Espérance ne ment jamais, même si elle ne se réalise jamais comme on l'attend. □

Abbé G. de Tanoüarn

FRANCOPHONIE

# Vers la résistance mondiale

Fustigeant la "pensée unique", Claude Hagège appelle à la résistance, pointant plus particulièrement la domination de l'anglais.

L'ambassadeur Albert Salon salue la parution de son dernier ouvrage.



Manifestation le 18 juin 2011 pour la défense de la langue française français

Un nouveau livre-événement de Claude Hagège vient de paraître. L'éminent linguiste y montre les liens privilégiés entre l'imposition planétaire de l'anglo-américain et l'épandage d'une "pensée unique" anglo-américaine d'apparence néo-libérale, qui détruit en fait les pensées nationales, particulièrement celle de sa principale opposante française, et les personnalités et âmes des peuples. Ce livre marque une étape importante de la carrière et de la vie du professeur au Collège de France. C'est le fer fixé au bout de la lance des publications antérieures, de *L'Homme de paroles* au *Dictionnaire amoureux des langues*, en passant par *Halte à la mort des langues* et *Combat pour le français*. Au nom de la diversité des langues et des cultures.

## Les cultures en guerre

Loin d'imiter certains "Immortels" qui, une fois élus, limitent leurs services publics à la poursuite de leurs œuvres et à leur participation au dictionnaire de l'Académie, dans une observation distanciée des agitations du monde, notre vivant mortel, livre après livre, est passé de l'observation des langues et de l'analyse aigüe des cadres et conditions de leurs évolutions, à la découverte, puis à la dénonciation de plus en plus argumentée et véhémement, des causes de leur mort. Tout en restant mesuré dans ses propos, il développe sa formule-choc d'un colloque de nos associations : « *il s'agit bien d'une guerre* » contre les autres langues et cultures. Menée pour l'anglais, par le vecteur et le moyen de l'anglais, pour le plus grand profit culturel, économique, et politique de la "caste"

internationale, oligarchie financière mondiale, de base encore largement anglo-américaine. Cet empire traverse une phase de déclin, mais garde encore le pouvoir de dominer et de détruire, moins par les chars et les avions que par le "soft power" décrit par ses fascinés : Frédéric Martel, Olivier Poivre d'Arvor...

## L'appel d'un réveilleur

Une guerre déjà décrite par Yves Eudes dans *La Conquête des esprits*, par Charles-Xavier Durand dans *La Nouvelle guerre contre l'intelligence*, par nos associations aussi. Claude Hagège y a puisé. Il les cite tous. Il les prolonge. *Es brodelt* (cela bouillonne) en lui. Risquons cette référence qu'il aime : "cela Braudelt". Mais il va plus loin et apporte à la "cause" le souffle de sa langue. Tout en répétons-le - exerçant son sens aigu de la nuance, de la vérité. En illustrant par de brillants exemples non seulement l'extraordinaire richesse des expressions humaines, mais encore cette langue anglaise qu'il connaît au moins aussi bien que les plus familiers de ses trente idiomes qu'on hésite dans son cas à qualifier d'étrangers.

Dans *Contre la pensée unique*, fer de sa lance, Claude Hagège dissequé le ressort et les mécanismes de l'hégémonie de l'anglo-américain. Et, en réveilleur, nous appelle au sursaut. Il fonde son appel sur la confiance tirée de ses racines : celles des bords sud et est de la Méditerranée, celles de l'esprit français et parisien qu'il a absorbé et incarne à un haut degré, et sur son regard mondial qui lui fait voir et connaître les soleils levants et montants de l'Asie

dont il ressent profondément le besoin qu'en ont l'Europe et - à nouveau - la France. Chine, Japon, Corée, Indonésie : parmi toutes les routes de la mondialisation ancienne, du fer, du sel, des caravelles, sa prédilection va aux routes de la pourpre, de la soie et des épices.

## Un ennemi puissant

Pour lui, comme pour nos associations qu'il ne manque jamais d'appuyer ou guider, on ne saurait se contenter du "Indignez-vous !". Il s'agit d'abord de donner aux peuples la pleine conscience de l'action des forces décrites, encore très puissantes, et de leurs supplétifs français, « *collabos de la pub et du fric* » selon Michel Serres. Le mot d'ordre qu'il nous passe est le "Résistez !" que les prisonnières aux longues peines de l'enclenche d'Aigues Mortes écrivent sur les murs de la tour de Constance. Pour lui, comme pour nos associations, il est de la mission et du devoir quasi naturels de la France et des francophones de montrer la voie de la résistance mondiale. ■

Albert Salon

✓ Albert Salon est docteur d'Etat ès lettres, ancien ambassadeur et président de l'association Avenir de la langue française.



✓ Claude Hagège, *Contre la pensée unique*, éditions Odile Jacob, 256 pages, 21,90 euros.

## RELIRE MAURRAS

### Éloge du comte de Chambord

Le comte de Chambord, *de jure* Henri V, avait dessiné un programme salué par Charles Maurras un siècle après sa naissance.



EN 1920, le duc d'Orléans fit célébrer à Paris, dans la paroisse des rois de France, le centenaire d'Henri V, comte de Chambord, duc de Bordeaux, "l'enfant du miracle", fils posthume du duc de Berry assassiné par un anarchiste en 1820. Henri V, bien que petit-fils de Charles X, le dernier roi Bourbon, n'a pas régné. Il a été écarté du trône par une suite de révolutions et d'erreurs populaires. En 1830, c'est Louis-Philippe, un Orléans, qui fut fait roi de Français ; en 1849, à la suite de la révolution de 1848 qui avait institué la II<sup>e</sup> République, au lieu de rétablir la monarchie légitime, on préféra élire comme président Louis-Napoléon Bonaparte, le futur Napoléon III ; et bien qu'en 1871, on fut à "deux doigts" de rétablir, une fois encore, la monarchie légitime, les Français créèrent en 1873 la III<sup>e</sup> République, qui, avec de nombreux aléas, survécut jusqu'en 1940. Je dois ajouter que le 14 avril 1852, à la demande du cabinet du Prince, Alexis de Tocqueville écrivit, à l'intention du comte de Chambord, une longue note politique dans laquelle il exposait les conditions nécessaires au rétablissement d'une monarchie qui, selon lui, ne pouvait être que constitutionnelle.

Dans *L'Action Française* du 29 septembre 1920, Charles Maurras fit paraître un grand article, faisant peut-être allusion à la note de Tocqueville : « *Le Comte de Chambord avait confié aux autorités de l'esprit les hautes prévisions que le sens national avait inspirées à sa grande âme* », écrivai-je. Un peu plus loin, dans un paragraphe qu'il intitule « *Le siècle du piétinement ou du recul* », Charles Maurras explique comment celui qu'il appelle « *le roi prophète* » et « *le pape de la Légitimité* », bien qu'exilé comme « *un pèlerin errant* » avait, dans ses lettres et ses discours, donné aux Français tant de « *conseils de sagesse*

*prévoyante* ». « *Songez* », écrit encore Maurras, « *qu'il a fallu quatre ans de guerre et quinze cents mille morts pour rendre évidents ces besoins élémentaires [le retour à la monarchie] dont l'Action française était presque seule à s'occuper il y a dix ans* ». Il poursuit dans un autre paragraphe intitulé « *L'honnête homme* » : « *Le comte de Chambord, avec sa douce et claire opiniâtreté de voyant, donnait vers la fin de sa lettre au général de Saint-Priest, cette esquisse du programme conciliateur et réparateur : un pouvoir fondé sur l'hérédité monarchique, respecté dans son principe et dans son action, sans faiblesse comme sans arbitraire, le gouvernement représentatif dans sa puissante vitalité ; les dépenses publiques sérieusement contrôlées ; le règne des lois, le libre accès de chacun aux emplois et aux honneurs, la liberté religieuse et la liberté civile conservées et hors d'atteinte ; l'administration intérieure dégagée des entraves d'une centralisation excessive ; la propriété foncière rendue à la liberté et à l'indépendance par la diminution des charges qui pèsent sur elle ; l'agriculture, le commerce et l'industrie constamment encouragés ; et au-dessus de tout une grande chose : l'honnêteté, qui n'est pas moins une obligation dans la vie publique que dans la vie privée. L'honnêteté qui fait la valeur morale des États comme des particuliers.* » Quelle superbe doctrine, quel beau discours ! Pourquoi n'est-ce pas celui que l'on entend de la bouche des candidats à l'élection de mai 2012 ? Sans doute parce qu'il est inconciliable avec la démocratie, qui « *est la mort* », comme le disait Maurras, puisqu'elle implique le mensonge et la tromperie. □

Louis de Galice

## L'ACTION FRANÇAISE 2000

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité .....
- ✓ Prénom .....
- ✓ Nom .....
- ✓ Adresse .....
- .....
- ✓ Code postal .....
- ✓ Commune .....
- ✓ Téléphone .....
- ✓ Courriel .....

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :  
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
- France .....80 €
- Étranger .....140 €
- Abonnement ordinaire
- Un an .....125 €
- Six mois .....70 €
- Abonnement de soutien
- Un an .....150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
- Un an .....70 €
- Outre-mer (un an)
- DOM .....135 €
- TOM .....165 €
- Étranger (un an)
- Europe .....165 €
- Autres pays .....178 €

COMPTE RENDU

# Une journée d'AF le 21 janvier

Messe pour le repos de l'âme du roi martyr, vente à la criée du journal, galette des rois, cortège aux flambeaux, banquet animé...  
Compte rendu d'une journée bien remplie.



En ce samedi légèrement pluvieux, dès le matin les militants convergeaient vers les locaux de l'Action française. Des ventes de journaux et des distributions de tracts étaient prévues sur les différents sites où devait être célébrée une messe à l'intention du roi martyr. Aucun incident à déplorer, sinon une interpellation des organisateurs de la cérémonie, sur le parvis de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, par M<sup>re</sup> le comte de Paris. Après explications avec les intéressés il semblerait qu'il y ait eu un malentendu. Cela clôt à nos yeux l'incident<sup>1</sup>. Dans l'après-midi, tandis que se tenait une réunion du Comité directeur de l'Action française, étudiants et lycéens ont fêté joyeusement les rois. À cette occasion, Antoine Desonay, notre responsable étudiant, mobilisa ses troupes sur les enjeux politiques de 2012.

Le soir, nous étions réunis devant les marches de la Madeleine. Belle affluence pour notre retraite aux flambeaux. Le cortège, pavisé et éclairé par de nombreuses torches de cire, s'ébranla à 18 h 30. En tête, une jeune militante portait la gerbe, suivie par la banderole d'Action française. À l'arrivée devant le square Louis XVI, le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme nous fit l'honneur d'une allocution - une leçon de politique. Il rendit hommage au roi pour sa droiture et sa sainteté, mais regretta son manque de réalisme face à un bouleversement idéologique qu'il ne sut décrypter, pas plus que beaucoup de ses contemporains. Marc Savina nous raconta ensuite comment, sous la Restauration, les corps du défunt roi et de la défunte reine furent exhumés et enterrés en ce lieu avant d'être transférés à Saint-Denis. Après le dépôt de la gerbe devant la porte de la chapelle ex-

piatoire, une minute de silence fut observée pour la famille royale martyre, à laquelle nous avons associé les quatre soldats assassinés en Afghanistan et nos amis d'Action française décédés en ce mois de janvier.

Puis nous nous donnâmes rendez-vous rue des Lombards pour notre banquet royaliste. Cette année, les organisateurs avaient trouvé une belle salle dans une "cave" très spacieuse et très haute, avec une magnifique voute. Nous avions retenu cent places, mais c'était largement insuffisant et nous dûmes à la hâte coloniser en partie une salle à côté pour placer les retardataires.

Le prince Sixte-Henri nous fit part de ses encouragements. Il insista sur le fait qu'il était heureux de constater la jeunesse des militants présents et que c'était un gage d'avenir. Il fut acclamé quand il nous affirma son attachement à l'Action française en rappelant qu'un illustre militant, Jacques de Sansonetti, vivait au château de Lignières depuis plusieurs années. Puis il nous quitta sous des applaudissements nourris.

Tandis que le repas commençait, Olivier Perceval, Stéphane Blanchonnet et François Marcilhac prirent successivement la parole, non sans mal, car quelques tables situées dans une salle qui joutait la nôtre multipliaient les cris les plus incongrus au moment même où nous réclamions le silence. Beaucoup de bruit, beaucoup de chants : ce banquet se déroula dans une ambiance chaleureuse. Il se termina vers minuit, heure à laquelle il fallut nous quitter, non sans saluer au passage les voisins bruyants à la manière traditionnelle des camelots du Roi... Il était temps d'aller goûter un repos mérité, car, le lendemain, il fallait à nouveau se mobiliser pour la marche pour la vie. ■

1 - Il va sans dire nous renouvelons, quant à nous, à Monseigneur le comte de Paris et à Madame notre fidélité sans faille.

□ **MARSEILLE** - Dans la soirée du 14 janvier, une dizaine de militants de l'AF Provence se sont réunis pour un cercle de formation sur l'histoire de l'Action française, animé par Jacques Saint-Pierre et Michel Franceschetti. Furent abordés, entre autres sujets : les luttes nationalistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le rôle essentiel de Charles Maurras dans la conversion de l'AF au monarchisme, la naissance des camelots du Roi, l'Union sacrée, la condamnation de 1926, les manifestations du 6 février 1934, la mise en garde contre la montée en puissance de l'Allemagne. Une semaine plus tard, le 21 janvier, les jeunes mi-

litants royalistes ont assisté à la messe pour le repos de l'âme de Louis XVI. Ils ont prié dans la basilique, mais ils étaient également présents à la sortie pour proposer *L'Action Française 2000*. En effet, cette commémoration est l'occasion d'un acte militant permettant de diffuser l'idée royaliste, et pas seulement dans des milieux acquis d'avance.

La section s'est donné rendez-vous en février pour un second cercle sur l'histoire de l'Action française. Éclairés par les exemples de nos aînés, adaptés aux temps d'aujourd'hui grâce à l'empirisme organisateur, nous saurons agir pour la France et le Roi. ■

□ **LYON** - Après la messe pour Louis XVI et la France qui avait attiré une centaine de personnes à la Croix-Rousse (le double de l'année dernière !), les royalistes lyonnais ont répondu à l'appel de l'Action française pour partager la traditionnelle galette des rois de la section dans une chaleureuse ambiance. Il a été rappelé à cette occasion que les activités militantes avaient repris avec un cercle par mois chez les étudiants et des projets de ventes et de collages. Le lendemain, une délégation de salariés et d'étudiants représentait la section lors des manifestations parisiennes du 21 janvier. ■

## Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
communication@actionfrancaise.net

<b>Président du Comité directeur d'AF</b> Stéphane Blanchonnet	<b>Trésorier</b> Giovanni Castelluccio	<b>Provinces</b> Philippe Castelluccio
<b>Secrétaire général</b> Olivier Perceval	<b>Secrétaire administratif</b> Marie-Suzanne de Benque d'Agut	<b>Militantisme</b> Jean-Baptiste de l'Aviath
<b>Secrétaire général adjoint</b> Romain Hellouin	<b>Formation</b> Marc Savina	<b>Responsable opérationnel</b> François Bel-Ker

### » AGENDA

□ **PARIS** - Vendredi 3 février à 19 h 15, le Cercle de Flore reçoit Jean Sévillia, journaliste et historien, qui traitera du sujet suivant : "Pour en finir avec la manipulation de l'histoire". Dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs Paris 1<sup>er</sup> (métro Palais-Royal). Entrée libre.

□ **GRENOBLE** - Mercredi 8 février à 21 heures, le Cercle Philis de la Charce évoquera "l'Homme et la société". Contact : grenoble.etudiants@actionfrancaise.net

□ **PERPIGNAN** - Samedi 11 février à 18 h 30, conférence de Marc Savina, enseignant et rédacteur à *L'Action Française 2000* : "Léon Daudet, une expérience parlementaire de l'Action française". Hôtel des Il Mas, 1 rue Madeleine Bresse, 60330 Cabestany. La conférence sera suivie d'un dîner au Patio, le restaurant de l'hôtel. Participation : 30 euros. Chèques à l'ordre de M. Baux. Inscription et renseignements : 04 68 66 76 06 ou roussillon@actionfrancaise.net



Jean Sévillia prononcera une conférence à Paris le 3 février

□ **NÎMES** - Samedi 11 février à 14 heures, réunion du Cercle Saint-Charles. Brasserie "Le Palace", angle Esplanade et rue Régale. Contact : 04 66 76 27 57 ou 06 83 71 67 70.

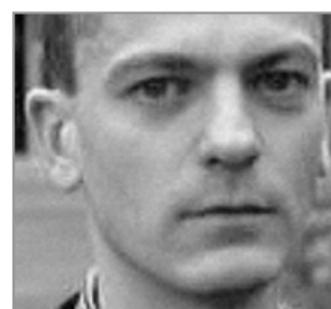
□ **PARIS** - Mercredi 15 février à 19 h 15, cercle AFE-AFL animé par Pierre de Meuse : "Initiation à la pensée maurrasienne". Dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs Paris 1<sup>er</sup> (métro Palais-Royal). Entrée libre.

### » ÉRIC DE PORZAMPARC

IL ÉTAIT DES NÔTRES. Nous ne sommes plus au temps de Marius Plateau, où nos anciens pleuraient leurs camarades, encore pleins de vigueur, fauchés par la haine d'un système politique aux abois qui pratiquait l'assassinat des opposants. Démocratie que de crimes commis en ton nom...

Et pourtant, nous voyons partir aujourd'hui un militant qui, de la Jeanne interdite à l'affaire Boudarel, vécut tous les combats menés par la "bande à Roussillon", grâce auxquels le quartier Latin fut repris à l'extrême gauche et une nouvelle pierre, un roc, furent ajoutés à l'histoire de l'AF.

Éric de Porzamparc a été emporté à quarante et un ans par une leucémie, laissant une jeune veuve et quatre enfants, dont le dernier a deux ans. C'était un chevalier des temps modernes, quelqu'un de franc, loyal, fidèle en amitié, combatif, bienveillant, sans haine ni jalousie - ces médiocrités de l'âme justifiant parfois des engagements politiques douteux, pas seulement chez les "méchants" d'en face. Éric, qui était catholique, s'était engagé fortement dans le mouvement des scouts d'Europe, où il a laissé, semble-t-il, un souvenir vivace d'abnégation, d'humilité et de sens du service. Il n'a jamais oublié son passage à l'AF et gardait des



contacts réguliers avec ses camarades de combats, notamment à travers le réseau de SYLM, qui a le mérite de maintenir vivante la solidarité entre royalistes. Je n'oublierai pas, mon cher Éric, ton regard droit et clair, ta fermeté de conviction et ta douceur de cœur. Salut mon camarade, repose en paix et que Dieu te garde. ■

Olivier Perceval

### » AVEC JEANNE

Chaque mois, l'association Avec Jeanne vous donne rendez-vous pour un colloque, un diner-débat, une sortie, etc. Pour être avertis de ses initiatives, vous pouvez lui communiquer vos coordonnées à cette adresse : Avec Jeanne, 23 avenue Rapp, 75007 Paris. Internet : www.avecjeanne.fr

□ ALAIN DE BENOIST

# La société capitaliste en perdition

La réédition des *Idées à l'endroit* (éditions Avatar) et la parution d'un livre important sur la crise que nous traversons, *Au bord du gouffre - La faillite annoncée du système de l'argent* (éditions Krisis), sont l'occasion de dialoguer avec l'un des penseurs les plus aigus de notre temps.

□ *L'Action Française 2000* - Depuis plusieurs années, vous développez une vigoureuse critique de la "Forme-Capital" dont votre dernier ouvrage, *Au bord du gouffre*, constitue l'un des points culminants. Pourquoi affirmez-vous que « le système de l'argent périra par l'argent » ?

□ Alain de Benoist - Ce n'est pas seulement une formule, mais très exactement ce à quoi nous assistons aujourd'hui. La crise financière mondiale qui s'est déclenchée en 2008 aux États-Unis, et qui est encore appelée à s'aggraver dans les années qui viennent, en est la preuve. Ce ne sont assurément pas les contempteurs du capitalisme qui en sont la cause, mais bien le système de l'argent qui a évolué de lui-même vers la situation qui est la sienne actuellement. Dans le passé, on a souvent dit que le capitalisme se nourrissait de ses propres crises. Cela ne le prémunissait toutefois pas contre l'indigestion. Les crises conjoncturelles ne doivent pas être confondues avec les crises structurelles, qui sont des crises systémiques en ce sens qu'elles mettent en cause les fondements du système lui-même. La crise actuelle du système de l'argent est une crise structurelle, et c'est pourquoi les remèdes que l'on tente d'appliquer se révéleront inopérants.

## Toujours plus

Il faut bien comprendre que le capitalisme se définit comme un régime, non seulement d'exploitation permanente du travail vivant, mais comme un système d'accumulation illimitée du capital. Il ne dégage pas des profits comme une conséquence de ce qu'il permet de produire, mais il ne produit qu'en vue d'augmenter sans cesse ses profits. L'illimitation est son principe, ce qui est d'ailleurs assez logique puisque toute quantité est toujours susceptible de s'accroître d'une unité. Le principe moteur de la Forme-Capital (notion empruntée à Gérard Granel), se résume en deux mots : « *Toujours plus !* » Toujours plus de marché, toujours plus de marchandises, toujours plus de profits, toujours plus de réification des rapports sociaux, etc. Le déchaînement planétaire de la Forme-Capital correspond à ce que Heidegger appelait le *Gestell*. C'est en cela que le capitalisme n'est pas non plus seulement un système économique, mais est aussi porteur d'une anthropologie qui lui est propre, fondée sur le modèle de l'*Homo œconomicus* (l'homme en tant que producteur-consommateur cherchant toujours à maximiser de manière égoïste son meilleur intérêt personnel). Ce modèle s'impose à travers la



colonisation de l'imaginaire économique par les valeurs marchandes, ou plus exactement par la réduction de tout ce qui vaut à la seule valeur d'échange.

□ Comment la démocratie directe et participative que vous appelez de vos vœux pourrait-elle succéder aux démocraties libérales, que vous définissez comme des « oligarchies financières dirigées par une Nouvelle Classe capitaliste médiatique et politico-financière » ?

□ Je ne fais évidemment pas profession de lire l'avenir. On peut néanmoins penser que l'évident épuisement du système parlementaire et représentatif poussera les citoyens à s'organiser selon des formes de démocratie leur permettant de mieux décider par eux-mêmes de ce qui les concerne. Vous savez que je ne partage pas la critique "droitière" classique de la démocratie comme "loi du nombre". La démocratie se définit pour moi comme le système politique qui permet la participation de l'ensemble des citoyens aux affaires publiques. Cette notion de participation est centrale. Elle l'était déjà dans la Grèce antique. Dans cette optique, les élections ne sont qu'une technique parmi d'autres pour vérifier l'approbation ou le dissentiment. Je partage l'opinion de Rousseau, mais aussi de Carl Schmitt, selon laquelle une démocratie est d'autant moins démocratique qu'elle repose sur la représentation. La crise de la représentation, encore aggravée aujourd'hui par le fossé

qui ne cesse de se creuser entre le peuple et la Nouvelle Classe politico-médiatique, pourrait par contraste faire apparaître l'intérêt de la démocratie de base, de la consultation directe et du principe de subsidiarité. Ces derniers entrent aussi en résonance avec le localisme, qui est la meilleure des réponses que l'on puisse apporter aujourd'hui à la mondialisation. Que ce soit dans le domaine politique ou économique, il faut relocaliser.

## Universalisme

□ Quelles sont les principales manifestations de ce que vous appelez l'« idéologie du Même » ?

□ Relèvent de cette idéologie toutes les doctrines, religieuses ou profanes, qui pensent que les hommes sont essentiellement identiques, et que les différences qui les distinguent ne sont que transitoires, superficielles, secondaires ou négligeables. De cette croyance, qui tend (à tort) à interpréter l'égalité dans le sens exclusif de la Mèmeté, découle évidemment l'idée que les institutions politiques et sociales peuvent et doivent être partout les mêmes, ainsi que le prétendaient les philosophes des Lumières. L'idéologie des droits de l'homme, l'idée d'une "gouvernance" mondiale, la montée généralisée de l'indistinction, et jusqu'à la théorie du "genre", dérivent elles aussi de cette conviction fondamentale, qui n'est pas seulement nocive, mais fautive. L'homme est indissociable de ses appartements

singuliers parce que nul n'appartient immédiatement à l'humanité. Nous n'y appartenons que de façon médiante, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'une culture spécifique. Un Français (un Italien, un Chinois, etc.) n'est pas "homme avant d'être français" (ou italien, ou chinois, etc.), mais homme en tant qu'il est français (italien, chinois, etc.). L'"idéologie du Même" n'est finalement qu'un autre nom de l'universalisme, que je me garde bien de confondre avec l'universel. La particularité est une médiation naturelle vers l'universel. Cervantès ou Goethe sont d'autant plus "universels" qu'ils ont été l'un plus espagnol et l'autre plus allemand. Vous connaissez peut-être ce joli mot de l'écrivain portugais Miguel Torga : « *L'universel, c'est le local moins les murs.* »

## Critique du Dieu unique

□ Votre critique du judaïsme et du christianisme est connue. Qu'en est-il de l'islam ?

□ Votre question laisse entendre que je manifesterais une sorte de faiblesse coupable envers la religion musulmane ! Tel n'est pas le cas. Ma critique du monothéisme se relie à ma critique de l'"idéologie du Même", qui n'en est qu'une version sécularisée. Affirmer l'existence d'un Dieu unique, c'est du même coup affirmer l'unité fondamentale de la "famille humaine", cette unité passant avant les différences entre ses membres. Cela posé, on peut discuter à l'infini des mérites com-

parés des trois grandes religions monothéistes. J'ai pour ma part surtout critiqué le christianisme pour cette simple raison qu'il a incontestablement participé plus que le judaïsme ou l'islam à la forme historique de la culture européenne à laquelle j'appartiens, et aussi dans la mesure où, précisément, les grandes idéologies politiques de la modernité en représentent des formes sécularisées en même temps qu'"hérétiques" (les « *idées chrétiennes devenues folles* » dont parlait Chesterton). Il en serait sans doute allé différemment si j'avais été juif ou musulman, ce qui n'est pas le cas.

## Ambiguïté de l'islam

Le grand problème, c'est l'ambiguïté du mot "islam", qui tantôt décrit une religion, tantôt se rapporte à une civilisation. Je prends garde de distinguer ces deux domaines. Je peux ne pas nourrir de sympathie particulière pour la religion musulmane sans pour autant me sentir tenu d'exéquer les habitants des pays islamiques ou arabo-musulmans. Sur ce dernier plan, je m'en tiens à des analyses de type politique ou géopolitique. Elles m'enseignent que, dans le monde multipolaire qui est en train de s'instaurer sous nos yeux, il n'est pas de l'intérêt des Européens de cultiver l'inimitié envers l'Islam civilisation. C'est pourquoi je ne souscris pas à la doctrine américaine du "choc des civilisations", théorisée par Samuel Huntington. C'est pourquoi je déplore aussi que, dans les milieux de droite, on soit passé d'une légitime critique des pathologies sociales nées de l'immigration à une critique confusionniste de l'"islamisation", puis de l'"islam" tout court.

L'excellent géopoliticien Aymeric Chauprade écrivait tout récemment : « *J'ai noté, ces dernières temps, que chercher des querelles avec l'"ennemi musulman" était une pente à laquelle cédaient facilement nombre de défenseurs des identités française et européenne. Quand on entre dans ce genre de logique, il convient d'observer une règle de bon sens qui consiste à se demander "pour qui on roule vraiment". Il est évident que tout ce qui conduit à l'aggravation des relations entre les peuples européens d'un côté, les Iraniens, les Turcs et les Arabes de l'autre, sert les Américains et les Israéliens, mais certainement pas les Européens. Que les choses soient dites clairement à ceux qui pensent que Huntington a la solution : nous ne réglerons pas le problème de l'immigration extra-européenne par la guerre avec le monde musulman.* » C'est aussi mon avis.

□ Comment expliquez-vous l'insatiable - et louable ! - "libido sciendi" qui vous anime ?

□ On n'explique pas un tempérament. J'ai toute ma vie été mû par la curiosité, le désir de connaître et la volonté de comprendre. Je ne pense pas que ce soit un défaut ! ■

Propos recueillis par Louis Montarnal